

L'UNION EUROPÉENNE DOIT-ELLE SE PRÉPARER À UNE GUERRE AVEC LA RUSSIE ?

Actes du Colloque du Centre Jean Gol du 4 mai 2024

Sous la direction de Corentin de Salle

TABLE DES MATIÈRES

Préface par Georges-Louis Bouchez	5
Introduction par Corentin de Salle	6
Introduction de la Ministre des Affaires étrangères Hadja Lahbib	8
Première table ronde	16
Denis Ducarme	16
Stéphane Courtois	18
Galia Ackerman	25
Laetitia Spetschinsky	30
Stéphane Mund	34
Deuxième table ronde	44
François de Kerchove d'Exaerde	44
Général Dominique Trinquand	49
Estelle Hoorickx	54
Camille Legrand	61
Sven Biscop	68
Alexander Mattelaer	73
Conclusion par Georges-Louis Bouchez	77

PRÉFACE



GEORGES-LOUIS BOUCHEZ

Député fédéral, avocat, président du Mouvement Réformateur

Le 4 mai 2024, à la Fondation Universitaire, notre centre d'étude a, en présence de plus de 400 personnes, consacré une journée entière à réfléchir à la perspective d'un affrontement militaire entre l'Union Européenne et la Russie.¹

Personne, évidemment, ne souhaite pareil affrontement. Mais gouverner, c'est prévoir.

Force est de constater que, depuis, les évènements se sont précipités. La volonté du président américain Donal Trump, maintes fois affirmée, de se dégager militairement de l'Europe, voire de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, font peser de lourdes incertitudes sur la sécurité de notre continent à court, moyen et long terme.

Certes, les perspectives d'un potentiel accord de paix nous laissent heureusement un petit répit. Mais les conditions extrêmement avantageuses de cet accord en faveur de la Russie ne vont probablement pas dissuader Vladimir Poutine de renoncer à son projet impérialiste. Que du contraire !

En un style vivant et sans tabou, ce livre reprend les contributions de spécialistes belges et français de tout premier plan (historiens, diplomates et militaires).

Qui est Vladimir Poutine ? D'où vient-il ? Quelles sont ses motivations ? Quelle vision propagandiste de l'histoire véhicule-t-il ? Comment a-t-il remplacé les élites de son pays ? Comment a-t-il réussi, durant ces dernières décennies, à faire adhérer la majeure partie de sa population à ses idéaux impérialistes ?

Comment, en Europe, avons-nous interagi avec Poutine ces dernières décennies ? Quelles erreurs avons-nous faites ? Quel est l'état de notre défense en Belgique et en Europe ? Quelles sont les mesures indispensables pour nous réarmer massivement et pour doter l'Union Européenne d'une force authentiquement dissuasive ?

Autant de questions auxquelles les pages qui suivent tentent d'apporter des réponses.

¹ Une version filmée de ces échanges est en ligne sur Youtube : <https://www.youtube.com/watch?v=onIWzofbtN8>

INTRODUCTION



CORENTIN DE SALLE

Directeur scientifique du Centre Jean Gol

Madame la Ministre,
Mesdames et messieurs,
Chers collègues,
Chers amis,

Au nom du centre Jean Gol, je vous remercie d'être aussi nombreux cet après-midi à ce colloque.

C'est un grand honneur pour nous de voir ce colloque introduit par Madame la Ministre des affaires étrangères, à qui je vais céder la parole dans un instant.

C'est un grand honneur pour nous d'avoir des orateurs de telle qualité, et je les remercie tous d'avoir accepté de partager ici leur expertise.

Nous avons décidé de faire ce colloque car nous sommes réellement préoccupés par l'évolution des relations entre la Russie et l'Union Européenne. Nous sommes inquiets par le risque potentiel d'escalade et nous avons des difficultés à savoir comment il convient de réagir face à cette puissance nucléaire.

Comme le disait récemment le philosophe Alain Finkielkraut, l'histoire du siècle passé nous enseigne deux leçons contradictoires. D'un côté, la première guerre mondiale déclenchée parce que, tels des somnambules, nous avons marché, par le jeu mécanique des alliances, vers un conflit dévastateur qui a détruit toute une génération. De l'autre côté, la seconde guerre mondiale et l'esprit de Munich où, en voulant éviter à tout prix une guerre, nous l'avons déclenchée faute d'avoir fait preuve de fermeté. Et où, pour reprendre les célèbres paroles de Winston Churchill, en voulant éviter la guerre, nous avons choisi le déshonneur. Pour récolter, finalement, le déshonneur et la guerre.

Que faire, dès lors ?

C'est à cette question que tous les orateurs vont tenter d'apporter une réponse.

Encore faut-il savoir à quoi ou, plus précisément, à qui nous avons à faire. Dans la première partie de l'après-midi, nous allons nous poser la question : « Que veut la Russie ? ». Je laisserai à notre président de séance, que vous connaissez tous, monsieur Denis Ducarme, député fédéral et ancien ministre fédéral des classes moyennes, des indépendants, des PME, de l'agriculture et de l'intégration sociale, le soin de présenter les orateurs et de gérer leurs interventions. Ce sont tous des historiens. Car c'est grâce au passé que nous pouvons éclairer le présent. Mais ce sont des historiens particulièrement bien informés du présent et particulièrement spécialisés sur la question russe. Ils ausculteront l'état de la Russie, la personnalité de Vladimir Poutine et l'état d'esprit de la population russe aujourd'hui.

La seconde partie de l'après-midi sera consacrée à ce que nous devons faire pour réagir à cette menace. Nous aurons cinq grands spécialistes des relations internationales, dont deux sont officiers et dont l'un a occupé de hautes fonctions à l'OTAN. Je laisserai à monsieur François de Kerchove, ancien chef de cabinet du ministre des affaires étrangères, ancien ambassadeur de la Belgique à l'OTAN et ancien ambassadeur de la Belgique en France, le soin de les présenter.

L'Europe est en train de se réarmer. Mais comment doit-elle restructurer sa défense ?

La situation est inquiétante, mais gardons à l'esprit cette prophétie du philosophe Alexis de Tocqueville qui, en 1835, dans son célèbre ouvrage « De la démocratie en Amérique » écrivait : « Même si dans un premier temps, elles peuvent être mises en situation de faiblesse, les démocraties libérales gagnent toujours les guerres à la fin ». Prophétie qui s'est vérifiée à trois reprises au XXème siècle. Pourquoi ? Parce que les démocraties libérales sont libres et possèdent un immense potentiel de compétences et de savoir-faire. Notamment ceux des entrepreneurs habitués à innover et à trouver des solutions. Une fois que toutes ces forces vives sont mobilisées, elles sont beaucoup plus efficaces que la population des dictatures militaires, habituée à penser, obéir et marcher au pas.

Je cède maintenant la parole à Madame la Ministre des affaires étrangères, que je remercie encore pour sa présence ici.

INTRODUCTION



HADJA LAHBIB

Ministre des Affaires Etrangères

Mesdames, messieurs,

Je voudrais prioritairement remercier les orateurs de ce colloque pour leur participation. Je suis convaincue que leurs interventions seront riches et apporteront un éclairage important sur les deux thématiques du jour. Merci au Centre Jean Gol d'avoir initié cette réflexion ô combien stratégique.

Je suis sûre que chacun d'entre nous se souviendra de ce qu'il faisait quand il a appris l'attaque de l'Ukraine par Poutine

Nous vivons un moment pivot de notre histoire contemporaine. Le 24 février 2022 restera certainement gravé dans l'histoire comme un moment pivot de notre continent européen, et je crois pouvoir dire sans me tromper que si c'est un moment pivot dans la grande Histoire, avec un grand H, c'est aussi un moment pivot dans la petite histoire avec un petit H, notre histoire personnelle. Je suis sûre que chacun d'entre nous se souviendra de ce qu'il faisait au moment où il a appris qu'à 2000 km d'ici, des femmes, des hommes, des enfants étaient la cible de bombardements dirigés par la Russie, un pays voisin.

Le 24 février 2022, la Russie de Vladimir Poutine a montré en réalité son vrai visage, celui d'une puissance impérialiste, d'une dictature expansionniste, prête à tout pour étendre son pouvoir : la destruction et la mort pour contrôler, pour soumettre.

Le 24 février 2022, pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale, la guerre a éclaté à nouveau sur notre continent. Et depuis, ce sont les valeurs démocratiques, l'ordre international, qui sont à l'épreuve, c'est la charte des Nations unies qui est piétinée par - ironie du sort ! - un membre permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies. Cette guerre d'agression marque le retour à un environnement international imprévisible, marqué également par une hostilité ouverte à nos valeurs, à nos principes fondamentaux que sont la démocratie, la justice et la préservation de la paix.

Pour les Ukrainiens, c'est la suite d'un cauchemar qui a commencé en 2014 avec l'invasion de la Crimée. C'est aussi un coup dur porté à leur aspiration profonde à rejoindre la famille de l'Union européenne et de l'OTAN, à se rapprocher des valeurs démocratiques auxquelles les citoyens ukrainiens aspirent depuis longtemps.

On a peut-être été surpris par le déclenchement de cette guerre ; je me souviens d'ailleurs que peu de dirigeants et de citoyens européens croyaient véritablement que Vladimir Poutine allait concrétiser ses menaces. Mais nous avons par contre très rapidement choisi de soutenir les Ukrainiens, qui de leur côté ont très rapidement fait le choix d'une résistance courageuse, avec une détermination qui force aujourd'hui encore notre admiration.

Dès le premier jour de la guerre, la Belgique s'est engagée au côté du peuple ukrainien. Nous avons très rapidement fourni une aide humanitaire ; je pense aux biens de première nécessité, aux générateurs livrés en urgence via BFast, qui ont permis au peuple ukrainien de passer un premier hiver, puis un deuxième, au chaud.

Notre engagement dans ce domaine spécifique se poursuit depuis lors. La Belgique effectue des contributions importantes à des acteurs internationaux reconnus, comme le CICR et certaines agences onusiennes. Plus de 110 millions d'euros ont été consacrés à l'aide humanitaire depuis février 2022, et pas plus tard que la semaine dernière, le gouvernement a accepté ma proposition d'augmenter notre contribution à un projet de revalidation pour des soldats blessés, mis en œuvre conjointement avec des pays alliés au sein de l'OTAN.

En Ukraine, nous sommes aussi au rendez-vous d'un point de vue militaire, et cela d'ailleurs, je dois le dire sous l'impulsion du MR. Le gouvernement a agi très rapidement pour aider les forces armées ukrainiennes à protéger leur territoire et leur citoyens. Les premières mesures d'aide militaire ont été prises dès le soir du 24 février 2022. C'est vrai qu'on est une petite armée, mais par contre on peut être fiers de dire – et les Ukrainiens eux-mêmes le rappellent – que la Belgique, avec ses petits moyens, fut néanmoins une des premières à intervenir.

Notre soutien militaire dépasse tout ce que nous aurions pu imaginer

Avec nos partenaires de l'Union européenne et de l'OTAN, nous procurons depuis lors un soutien militaire qui dépasse tout ce que nous aurions pu imaginer il y a quelques années à peine. Pour notre pays, ça représente près de 900 millions d'euros d'aide. Le montant paraît énorme, mais c'est en réalité un investissement crucial pour notre sécurité, car aider l'Ukraine à se défendre, c'est nous aider nous-mêmes.

Après plus de deux années de guerre, et malgré notre engagement, la situation sur le terrain est extrêmement instable et compliquée. Nous savons tous que l'armée ukrainienne se bat courageusement, mais le rapport de forces est inégal et penche de plus en plus en faveur de la Russie. Je continuerai à plaider sans relâche pour que la Belgique en fasse plus, et plus rapidement. Le gouvernement a pris ces dernières

semaines des décisions très importantes : nous avons dégagé 200 millions pour l'achat conjoint de munitions, suite à une initiative tchèque lancée pour acquérir des munitions, même en-dehors de l'Union européenne, pour aider rapidement l'Ukraine. 240 millions aussi pour le renforcement des défenses antiaériennes de l'Ukraine, car c'est un des messages que nous recevons depuis des mois de nos homologues ukrainiens : nous devons les aider à se protéger, à avoir les fameux systèmes Patriot pour aider leurs villes et leurs infrastructures vitales à ne plus être attaquées et détruites systématiquement par les Russes ; et je plaide depuis des mois pour qu'on en fasse plus encore, pour que nous mettions sans délai à la disposition de l'Ukraine quelques-uns de nos F16 par exemple. Je suis heureuse que le Kern m'ait enfin entendue la semaine dernière, car je vous avoue ne pas comprendre comment certains membres de notre coalition hésitent à livrer quelques F16 (on en demande 4 sur 40) pour aider l'Ukraine à faire face aux attaques dont ils font l'objet à l'heure actuelle et à modifier le rapport de force. Parce que si le narratif est facile à entendre – nous avons besoin de nos F16 pour protéger notre territoire –, je pense pouvoir dire sans me tromper qu'aujourd'hui, la meilleure façon de protéger notre territoire est de protéger le territoire ukrainien, parce que c'est là-bas que la guerre se joue.



Les anti-missiles Patriot

Vladimir Poutine ne s'arrêtera pas à Odessa

Nous savons tous, aussi, que Vladimir Poutine ne s'arrêtera pas à Odessa ou à Kyiv : il a été dit très clairement – et je vois certains de nos orateurs opiner du chef –, que la Russie de Vladimir Poutine ne s'arrêtera pas à Odessa. D'ailleurs, nos amis moldaves et géorgiens, qui eux aussi aspirent à faire partie de l'Union européenne, sont soumis à des cyberattaques ainsi qu'à des tentatives d'ingérence et d'influence étrangères. Cette menace est donc bien réelle, et elle nous a appris à quel point nous devons absolument réinvestir dans notre industrie de la défense et développer une défense européenne commune.

D'ailleurs, il y a quelques semaines,

la Commission européenne a proposé une nouvelle stratégie en la matière. Nos entreprises, dont d'ailleurs certaines sont des fleurons en la matière, doivent pouvoir s'inscrire dans ce projet.

Mesdames et Messieurs, chers amis, la première fois que je me suis rendue en Ukraine, c'était à l'automne 2022, et j'ai été frappée par les destructions massives, les immeubles éventrés : on pouvait voir, dans les salons, les papiers peints à l'œil nu, exposés au vent. J'étais effarée. Nous n'étions qu'à une vingtaine de minutes en voiture de Kyiv, et c'est à ce moment que j'ai compris à quel point cette offensive russe, dans les premiers jours, avait été violente. L'armée russe a cru qu'elle allait pouvoir rentrer comme dans du beurre, et en réalité elle s'est trompée. J'étais effarée aussi car, après une vingtaine de minutes en voiture, de nouveau nous étions à Kyiv, et j'ai pu visiter des centres commerciaux où on pouvait faire du shopping, où il y avait des aires d'animation dédiées aux enfants. Et en même temps, le choc passé, j'ai vite compris que c'était une clé de la résistance du peuple ukrainien: il fallait absolument que ces femmes et ces hommes, surtout les hommes, qui de temps en temps viennent se reposer du front et retournent dans la capitale – qui est l'un des endroits les mieux protégés, entre autres parce qu'ils ont ce système antimissile Patriot – puissent voir leur famille, puissent retrouver espoir, se ressourcer, faire du shopping, acheter des biens de première nécessité, retrouver un semblant de vie normale pour résister.

Nous devons les accompagner, et on a participé à plusieurs reprises, ici à Bruxelles, à des colloques, des sommets, des conférences pour planifier la reconstruction de l'Ukraine. Et là aussi – ne me prenez pas pour quelqu'un de cynique, je ne le suis pas du tout –, je pense que dans tout malheur, il y a du bon. Il y a une expression qui dit qu'on ne sait jamais à quoi malheur est bon, et il y a aussi des opportunités de reconstruction, auxquelles nous travaillons à l'heure actuelle, parce que nous avons un savoir-faire dans la reconstruction qui s'exporte. La Belgique doit prendre sa place, et être aussi un compagnon de route fidèle à l'Ukraine dans cette épreuve que sera la reconstruction, en particulier la reconstruction énergétique, car la Russie vise principalement les infrastructures vitales de l'Ukraine pour saper le moral des Ukrainiens et de la résistance. Nous contribuons activement à renforcer cette résistance du peuple ukrainien et à cet effort de reconstruction : on y a consacré 150 millions via le programme de notre agence de coopération ENABEL, dans la région de Chernihiv, qui a d'ailleurs été bombardée il y a une quinzaine de jours. C'est un engagement sans précédent, avec un pays qui ne fait pas partie de nos pays partenaires à la coopération au développement.

La reconstruction de l'Ukraine doit être aussi synonyme d'opportunité pour nos entreprises, et je m'attèle régulièrement, en tant que Ministre du commerce extérieur, à faire connaître ce savoir-faire de nos entreprises. Car nos acteurs économiques sont compétents, et leur expertise sera bien utile dans ce pays dévasté. Malgré la guerre, nous devons les soutenir pour qu'ils puissent pénétrer le marché ukrainien. Leur donner suffisamment de garanties financières – je pense ici à Credendo, qui met à disposition 100 millions d'EUR pour couvrir les risques à court et long terme pris par nos entreprises en Ukraine. En parallèle, nous devons encourager le gouvernement ukrainien à entreprendre les réformes nécessaires, et cela va de pair avec la progression du processus d'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne.

On ne peut envisager un élargissement que si les réformes nécessaires sont réalisées en Ukraine

En juin 2022, l'Union européenne a posé un geste politique fort en octroyant le statut de candidat à l'adhésion européenne à l'Ukraine et en même temps à la Moldavie. L'Ukraine essaie, malgré la guerre, d'assainir sa gouvernance. Elle lutte contre la corruption pour répondre aux critères qui lui permettront d'être un jour membres de notre Union. Et dans le cadre de notre présidence de l'Union européenne, j'œuvre sans relâche pour faire avancer ce processus, car je n'ai aucun doute que l'Ukraine appartient à la famille de l'Union Européenne. J'ai toutefois la conviction que nous ne pouvons pas prendre des raccourcis. Les efforts de réforme entrepris par le gouvernement ukrainien, dans un contexte de guerre, sont sincèrement admirables, mais tous les prérequis doivent être remplis avant d'intégrer – surtout un pays de la taille de l'Ukraine : c'est quand même presque 40 millions d'habitants. Il faut donc veiller à ce que nous soyons également prêts : on ne peut envisager un élargissement que si les réformes nécessaires sont réalisées, en Ukraine comme dans les autres pays candidats, mais aussi au sein de l'Union européenne. Nous devons pouvoir prendre des décisions plus rapidement, on doit être absolument plus agiles face aux défis auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui. Et je pense évidemment aussi à la réforme du marché unique. Réformer notre marché unique est indispensable, tant d'ailleurs pour notre Union européenne que pour l'Ukraine.

La guerre en Ukraine bouleverse durablement notre stratégie en Europe. Nous devons désormais tenir compte d'une Russie qui nous est ouvertement hostile, alors qu'en fait nous ne sommes pas en guerre avec elle : nous sommes en guerre avec Vladimir Poutine, qui est visiblement en guerre avec nos valeurs, avec nos démocraties, avec nos libertés, avec les droits humains qui sont au cœur du projet européen.

Et si vous le permettez, pour conclure, je voudrais partager avec vous trois pistes de réflexion.

Premièrement, l'unité au sein de l'Union européenne, que Poutine n'avait certainement pas anticipée au moment de lancer ses chars à l'assaut de l'Ukraine : les rangs de l'Union européenne et de l'Alliance Atlantique se sont resserrés instantanément. Il pensait nous diviser. Résultat : il doit faire face à une plus grande détermination encore, et cette unité, nous devons la préserver. Peut-être est-ce d'ailleurs le sens du compromis à la belge : il ne faut pas oublier que nous sommes l'un des États fondateurs de notre Union européenne. Mais depuis que nous avons pris la présidence de l'Union européenne, les attentes des 26 autres membres de l'Union européenne étaient grandes, parce qu'ils savaient qu'ils pouvaient compter sur nous pour rapprocher les positions opposées, antagonistes, que nous pouvons rencontrer parfois au sein de l'Union européenne. Et c'est bien normal : on est quand même 27 pays avec des histoires, des parcours, des intérêts et des situations géostratégiques qui sont extrêmement différentes. Il n'y a qu'à prendre la Finlande, par exemple, qui a une frontière de plus d'un millier de kilomètres avec la Russie. La réalité à laquelle la Finlande est confrontée, quand on parle de garder

une ouverture aux visas avec les Russes par exemple, est très différente de celle de certains pays du Sud de la Méditerranée, qui eux, n'ont pas de frontière directe avec la Russie. On a des positions extrêmement opposées au sein de l'Union européenne, mais c'est normal, et je vais même vous dire que c'est sain ! Et au milieu de ces positions antagonistes, la Belgique est un peu au centre, qui a à la fois un pied proche de pays comme l'Espagne, la Grèce ou l'Italie, mais peut tout aussi bien comprendre des pays comme la Finlande, la Lituanie, la Roumanie ou la Pologne. Nous avons donc, avec notre sens du compromis à la belge, pu obtenir des accords extrêmement importants sous notre présidence, par exemple sur des grands dossiers comme la Facilité pour l'Ukraine (50 milliards d'EUR), pour l'assistance macroéconomique et la reconstruction, et le Fonds d'Assistance à l'Ukraine de 5 milliards d'EUR (inclus dans la Facilité européenne pour la Paix / EPF), dans le domaine militaire.

Ce sont deux accords-clé, en plus de tous les accords que nous avons pu obtenir au niveau législatif. Je fais ici une petite parenthèse : une de nos missions était de finaliser un maximum le travail législatif en cours avant les élections. On espérait de nous une cinquantaine d'avancées législatives, touchant aussi bien le Green Deal que l'industrie ou le droit des femmes, et nous avons pu en finaliser 67, ce qui est quand même un record qui mérite d'être souligné.

Vous vous rappellerez certainement de la phrase du président Macron, qui parlait, quand il évoquait l'OTAN, du « brain-dead ». Eh bien, c'est résolument dépassé : ce brain-dead s'est activé, et non seulement il s'est renforcé, mais il s'est élargi avec l'adhésion de deux nouveaux États-membres, la Suède et la Finlande. Deux pays qui avaient jusque-là une tradition de neutralité, mais qui, face à la menace proche de la Russie, se sont tournés vers l'OTAN.

Puisque nous avons décidé en 2023 lors du sommet de Vilnius la création du Conseil OTAN-Ukraine, je peux dire que l'Ukraine n'a jamais été aussi présente, aussi dans toutes les réunions de l'Union européenne. Et le Ministre des affaires étrangères Dmytro Kuleba est à chaque fois présent, soit par vidéo-conférence, soit physiquement, pour nous faire un état de la situation, nous dire ce dont il a besoin, comment se passent leurs réformes etc.

Et du côté de l'OTAN, nous avons donc créé ce Conseil OTAN-Ukraine, et c'est cette unité qu'il faut absolument préserver aujourd'hui. Parce que la Russie de Poutine a induit, chez les membres de l'Union européenne comme chez les Alliés, ce sentiment d'urgence d'être ensemble pour éviter la guerre, pour se renforcer, qui peut-être avait quelque peu disparu depuis la chute du mur de Berlin, qui a aussi entraîné (et cela, c'est regrettable) une autre conséquence : les moyens alloués à la Défense sont en chute libre depuis lors, et nous devons à présent absolument les rehausser.

Nous devons absolument mettre notre pays en ordre de bataille

Cela m'amène au deuxième point de réflexion : nous devons absolument mettre notre pays en ordre de bataille, car la menace que représente la Russie ne disparaîtra

pas. Même si la guerre devait se terminer demain, nous ne devons pas retomber dans l'euphorie. Nous ne devons pas croire que nous pouvons vivre des dividendes de la paix, et que nous devons désinvestir dans la Défense. En effet – et je suis, croyez-moi, tout sauf une va-t-en-guerre –, je ne peux qu'être interpellée, parfois, par le manque d'ambition, chez certains de nos partenaires au sein du gouvernement, dans le domaine de la Défense. En fait, on n'a pas le choix. Nous devons absolument y consacrer plus de moyens. Ne pas le faire, ce serait en fait un véritable déni. Car c'est le seul moyen de remplir nos responsabilités vis-à-vis de nos alliés, en tant que pays-hôte aussi : car il ne faut pas l'oublier, nous sommes membres de l'OTAN, mais nous avons aussi cette position particulière, en Belgique, d'accueillir le siège de l'OTAN.

Nous nous sommes engagés, à l'horizon 2035, à atteindre ces 2% de notre PIB. 2035, c'est loin : c'est dans plus de 10 ans, et il faudra tout ce temps pour combler le fossé. 2% de notre PIB pour l'armement, on sait aussi cela ne suffira pas : on devrait atteindre normalement les 3%. Il ne faut donc absolument pas désinvestir dans l'armée, pour ne pas retomber dans les écueils du passé et pour préparer notre société à être plus résiliente face à l'adversité d'un conflit qui peut malheureusement se généraliser.

Nous proposons une sorte d'Erasmus militaire

Une autre idée que nous avons sur la table, c'est de proposer un service militaire facultatif pour les jeunes, voire un service militaire à dimension européenne : une sorte d'Erasmus militaire qui permettrait de brasser les connaissances, et peut-être de constituer un embryon de Défense européenne.

Rendre notre société plus résiliente face à la menace russe, c'est aussi consacrer davantage de moyens à contrer la désinformation du Kremlin, qui percole trop allègrement dans la société, et renforcer notre cybersécurité. Ici aussi, nous ne pouvons pas nous mettre la tête dans le sable. Nous avons des responsabilités à accomplir au sein de l'OTAN en tant que nation-hôte, c'est très important.

Vous l'avez vu, on a dénoncé des attaques et des interférences russes, et c'est une réalité à laquelle j'ai été moi-même confrontée. Il y a de la corruption, il y a des tentatives d'interférence étrangère, on doit en être conscients, surtout à quelques semaines seulement des élections de l'Union européenne.

Et enfin, et ce sera le troisième point, nous devons envisager aussi notre relation avec la Russie au-delà de Vladimir Poutine. La propagande du Kremlin ne se prive pas de décrire un Occident russophobe, en guerre avec la culture russe. Nous devons absolument lui donner tort en continuant à soutenir tous ceux qui, en Russie, ont encore le courage, l'occasion aussi, de se battre pour la liberté et la démocratie. Et c'est un message que j'ai pu d'ailleurs moi-même livrer à Yulia Navalnaya, la veuve d'Alexey Navalny, lorsque je l'ai rencontrée en février dernier, quelques jours seulement après le décès de son mari. Nous devons absolument, au niveau européen, continuer ce travail. La Belgique soutient d'ailleurs la création d'un régime de sanctions spécialement dédié à la situation des droits humains en Russie, qui je l'espère sera adopté très prochainement. Car vous

le savez, Vladimir Poutine a aboli toute résistance, toute opposition, tout embryon de société civile. On a vu pourtant des Russes oser braver l'interdiction de manifester et déposer des roses spontanément, pour manifester leur soutien et leur désaccord avec la mort de Navalny. Tous ces gens méritent qu'on les considère, qu'on leur envoie des messages régulièrement, qu'on leur dise que nous ne leur en voulons pas. Ce n'est pas contre eux que nous nous battons, mais pour les aider à élever leur voix.

Un jour, qui sait, vos petits-enfants, vos arrière-petits-enfants, parleront russe. Il faut préparer la paix. Il faut tendre la main à ces citoyens, et c'est d'ailleurs pour ça que nous avons décidé de garder la possibilité, dans des situations extrêmes, pour des raisons humanitaires, que des opposants puissent encore trouver asile chez nous. C'est très important, pour garder



*Alexei Navalny (1976-2023),
notoire opposant à Poutine décédé en prison*

des relations de citoyen à citoyen, et c'est quelque chose qui m'est cher parce que ça maintient une dimension humaine au cœur de ces pages d'histoire qui s'écriront sans doute grâce à nos historiens dans quelques années. Alors, nous aurons enfin, sans doute, des témoignages de la population qui est aujourd'hui muselée par la dictature. Parce que je ne me résous pas à penser que le peuple russe se satisfait de ce régime autocrate qui massacre des millions de jeunes sur le champ de bataille.

Et je voudrais terminer avec une chanson de Sting dont je me répète souvent les paroles : « *I hope the Russians love their children too* ». Je pense que les Russes veulent vivre en paix, qu'ils espèrent voir grandir leurs enfants sereinement, qu'ils espèrent que leurs enfants pourront voyager librement en Europe, faire entendre leur voix, choisir leurs représentants... Parce que c'est clair – et je salue d'ailleurs le geste de Charles Michel, qui avait félicité Vladimir Poutine bien avant la fin des élections ! – : Vladimir Poutine n'a pas été élu démocratiquement, il s'est imposé, la Russie est une dictature, et nous devons donc absolument garder des liens avec la population.

Le colloque de cet après-midi touche à des questions extrêmement brûlantes, qui occuperont encore demain nos médias, nos actualités, nos vies, mais aussi notre diplomatie. Et je suis très heureuse d'avoir pu partager mes réflexions avec vous. Je vous souhaite de très bonnes discussions enrichissantes, et je m'excuse déjà de ne pas pouvoir rester avec vous, parce que j'ai d'autres obligations : c'est aussi la journée européenne et je suis donc attendue à différents endroits. Mais merci encore au Centre Jean Gol d'avoir mis ce débat à l'ordre du jour.

PREMIÈRE TABLE RONDE



PRÉSIDENT DE SÉANCE : DENIS DUCARME

Député fédéral, ancien ministre fédéral des Classes moyennes, des indépendants, des PME, de l'Agriculture et de l'intégration sociale

Merci à toi, Corentin, et bonjour à tous. On va entamer les débats, qui seront des vrais débats, puisque vous aurez, Madame, Monsieur, l'occasion d'interpeller le panel que nous rassemblons.

Je voudrais vraiment remercier Monsieur de Salle pour l'organisation, avec le Centre Jean Gol, de cette après-midi, parce que c'est véritablement un antidote à la naïveté. Et je peux vous dire, pour représenter le Mouvement Réformateur en Commission de la Défense, que la naïveté prime encore énormément par rapport à ce que nous subissons aujourd'hui sur le continent européen, à 2000 km de nos frontières. Ce n'est pas beaucoup plus loin que le sud de l'Espagne, où nous allons sans doute les uns et les autres en villégiature, l'été, passer quelques semaines. Cette guerre, finalement, beaucoup estiment qu'elle n'est pas du tout la nôtre, alors qu'elle est aussi la nôtre. Pas seulement parce que le droit international a été violé, pas seulement sur le plan humanitaire et moral, mais aussi parce que nous subissons cette guerre, non pas par ricochet, mais parce que nous sommes une cible, aujourd'hui, de la Russie de Vladimir Poutine. Je ne vais pas vous parler du nombre de cyberattaques que la Belgique, comme d'autres pays, subit aujourd'hui au départ de la Russie. Je ne vais pas vous rappeler non plus l'impact socio-économique que nous devons nous attendre à subir après la guerre, avec notre dépendance par rapport à la Russie à hauteur de 45 % du pétrole et du gaz. Nous avons subi un vrai choc, une crise énergétique, une crise de l'inflation, des consommateurs européens impactés, des entreprises européennes impactées. Donc de ce point de vue-là, nous devons naturellement considérer cette guerre comme elle est, c'est-à-dire à plusieurs visages : ce n'est pas uniquement sur la question militaire que le conflit a été engagé par rapport à l'Europe par la Russie de Vladimir Poutine, mais également sur d'autres axes.

Je suis très fier, chers amis, de pouvoir présider le panel aujourd'hui, parce que nous avons vraiment un panel d'exception. C'est vraiment une chance de pouvoir participer à cet événement et à ces débats avec nous, et je pense que nous prenons le début de ces débats par le bon bout, avec des historiens. Car certains d'entre vous se souviennent de la phrase de Machiavel disant que pour anticiper l'avenir, il faut connaître le passé.

Et le titre de ce premier panel est donc « Que veut la Russie ? ». On pourrait même se demander « Qui est la Russie ? », parce que c'est d'abord sa nature, d'abord ce qu'elle est, qui va déterminer sa volonté. Et finalement, quelle différence y a-t-il entre Ivan le Terrible, Staline le Terrible, Poutine le Terrible ? Ou quels points communs ? Peut-être l'impérialisme ? On y reviendra dans le cadre de la discussion, et je vais maintenant vous présenter nos intervenants, même si vous les connaissez probablement déjà, parce si vous êtes là aujourd'hui, c'est que vous êtes intéressés par la thématique.

Je suis très fier, Monsieur Courtois, que vous puissiez participer à ces débats. Monsieur Courtois, vous êtes coordinateur du Livre noir du communisme, que beaucoup d'entre vous ont acheté. Moi, je l'ai acheté deux fois. Je l'ai acheté durant mes études, et je l'ai acheté dans le cadre d'un débat au Parlement. Je ne le retrouvais pas, et je voulais le montrer aux communistes du PTB. C'est un livre qu'il faut toujours avoir avec soi, aujourd'hui, quand on fait de la politique côté francophone belge, parce que le communisme 2.0 a été réinventé avec les communistes du PTB. Et donc, Monsieur Courtois, vous êtes le coordinateur de cet ouvrage, mais vous avez également travaillé à un autre livre noir : le Livre noir de Vladimir Poutine. Vous connaissez évidemment l'histoire de la Russie, de l'URSS au 19^{ème} siècle, et vous allez nous en parler.

Parmi les membres de ce panel, il y a également Madame Ackerman, qui est historienne et journaliste, et Madame Ackerman, vous parlez russe. Vous n'êtes pas obligée de parler russe aujourd'hui, mais vous connaissez bien les Russes. Votre sujet de travail, c'est aussi la mentalité russe, ce que sont les Russes, ce que pensent les Russes. Vous avez traduit énormément d'ouvrages en russe, et vous êtes également l'auteur de nombreux ouvrages sur la Russie ; vous allez donc aussi nous parler de la Russie sous cet aspect.

A ma gauche, il y a Stéphane Mund, que je connais un peu mieux. Stéphane, tu as même rencontré Monsieur Poutine lorsque tu étais conseiller diplomatique, avec Charles Michel. Cela sera intéressant également pour la salle que tu nous livres ton impression, au-delà naturellement de l'expertise qui est la tienne, compte tenu de tes fonctions au Comité politique et de sécurité de l'Union européenne (COPS). Tu vas évidemment nous dire, sur base de tes fonctions, sur base de ton analyse, sur base de ton travail, ce que cherche Vladimir Poutine.

Nous avons à ta gauche, Madame Spetchinski. Vous êtes également au cœur du débat que nous allons avoir aujourd'hui. Vous avez publié l'année passée un ouvrage intitulé « Europe - Russie : Chronique d'une rupture annoncée ». Vous abordez là un sujet central, qui dépasse la question de la guerre: c'est un choc de modèles de civilisation, de visions de l'histoire et de la puissance. Vous allez également nous éclairer sur base du travail important que vous avez réalisé dans ce cadre-là.

Vous voyez qu'on a de la chance, aujourd'hui de partager ce moment, aussi je vais maintenant me taire et écouter, et on va commencer par écouter Monsieur Stéphane Courtois, à qui je cède la parole.



STÉPHANE COURTOIS

Directeur de recherche honoraire au CNRS, professeur d'histoire, auteur et coordinateur du « Livre Noir du Communisme » et du « Livre Noir de Vladimir Poutine »

Mesdames et Messieurs, chers amis, je voudrais d'abord remercier très vivement le Centre Jean Gol de cette invitation qui m'a beaucoup surpris. Mais ce qui me surprend encore plus, c'est votre présence si nombreuse, qui me fait très plaisir parce que cela montre qu'il y a quand même beaucoup de gens qui maintenant ont réellement pris conscience des problèmes que pose cette guerre en Ukraine.

La guerre totale déclenchée le 24 février 2022 par la Russie contre l'Ukraine a pris par surprise la plupart des observateurs et les a stupéfiés – d'ailleurs Madame la Ministre l'a rappelé à l'instant – y compris les hommes politiques et les dirigeants, tant de la France, qui fantasme et qui continue de fantasmer sur la vision gaullienne « de l'Atlantique à l'Oural », que de l'Allemagne qui se reposait sur l'idée que le commerce adoucit les mœurs internationales. Plusieurs signaux tout à fait clairs auraient pourtant dû les alerter : l'écrasement de la Tchétchénie en 2000 dans un bain de sang, l'occupation partielle de la Géorgie en 2008 et l'annexion brutale de la Crimée en 2014, suivie de l'infiltration militaire russe dans l'Est de l'Ukraine. Et si, après l'effondrement de l'URSS en 1991 et l'accès ou le retour à l'indépendance de 14 Républiques ex-soviétiques, la Russie avait semblé prendre le chemin de la démocratie, de l'État de droit et d'une économie de marché régulée, ces épisodes que je viens d'indiquer montrent assez que ses dirigeants post-eltsiniens fonctionnaient selon un tout autre logiciel. Ce logiciel, les spécialistes du communisme soviétique le connaissent bien : c'est celui du régime totalitaire tel qu'il fut inventé, puis pratiqué par Lénine à partir du 7 novembre 1917. Un logiciel qui récuse absolument la démocratie parlementaire et le pluralisme politique et intellectuel, et qui se résume au principe de la détention par un seul parti, un parti unique, du monopole du pouvoir dans tous les domaines, que ce soit la politique, l'idéologie, les médias, l'enseignement, l'esthétique et, surtout dans le cas communiste, le monopole des moyens de production et de distribution des biens matériels, qui permet de soumettre totalement la population.

Un tel régime ne peut évidemment fonctionner sans la terreur de masse comme moyen de gouvernement dans un totalitarisme, qui, bien entendu, peut être de plus ou moins haute intensité bien entendu : haute intensité sous Lénine et Staline, moyenne intensité sous Brejnev, et basse intensité sous Gorbatchev, mais néanmoins toujours un régime totalitaire dans son principe.

Le KGB, organe de terreur de masse

L'absence de limite du pouvoir et sa volonté de s'étendre le plus largement possible est l'une des données fondamentales du totalitarisme, tant dans le domaine intérieur et le formatage de la société dite socialiste et du fameux homme nouveau, que dans le domaine international, en imposant son régime à des nations indépendantes. Dans le chaos qui a suivi l'effondrement et l'implosion de l'URSS, c'est ce logiciel qui a progressivement été remis en place en Russie par un groupe issu de l'ex-KGB, et dont Vladimir Poutine a été le mandataire dès le milieu des années nonante. Monsieur Poutine, qui a vécu ses quarante premières années dans ce régime, a été ce qu'on appelle un *homo sovieticus* tout à fait ordinaire. Il a vécu comme tous les Soviétiques, mais dès ses 16 ans, il a rêvé d'appartenir au KGB. Or, le KGB n'était rien d'autre que

l'héritier de la fameuse Tcheka, devenue Guépéou, puis NKVD, qui était précisément l'organe de la terreur de masse utilisé comme moyen de gouvernement. Et il est donc devenu membre du KGB, avant d'être formé au métier d'espion et d'être affecté en République démocratique allemande – « démocratique » entre guillemets, vous l'avez compris.

Cette existence lui a certes procuré une certaine jouissance d'appartenir à ce qui s'appelait le « bras armé » du parti, qui exerçait sa terreur en toute impunité. Ainsi le modeste Vladimir Poutine, qui n'était que lieutenant-colonel avant l'effondrement de l'URSS, était-il habitué à vivre dans le monde du bonheur socialiste, qui lui a soudain explosé en pleine figure, d'abord à Dresde, en Allemagne de l'Est, où il était en fonction en novembre 1989 quand le mur de Berlin s'est effondré, puis ensuite en 1991 avec l'implosion de l'URSS. Son monde, aussi bien extérieur – sa vie d'espion en RDA –, qu'intérieur – le sentiment de la toute-puissance du tchékiste, du membre du KGB et celui de la légitimité historique du communisme –, a volé en éclat et l'a laissé totalement désemparé. C'est à ce moment-là, après 1991, que le pouvoir, occulte mais maintenu, du KGB lui a permis de retrouver une position, d'abord à la mairie de Saint-Pétersbourg en 1992, puis à la direction du FSB, c'est-à-dire des services de sécurité, qui ne faisaient que recycler une partie du KGB, avant de connaître en 2000 une ascension fulgurante à la tête de la Russie.



*Vladimir Poutine, jeune officier du KGB,
parfait homo sovieticus*
© www.kremlin.ru

« La chute de l'URSS est la plus grande catastrophe géopolitique du siècle dernier » (Vladimir Poutine)

Il est clair que dès ce moment, Monsieur Poutine était en mission de conquête de l'État, comme il l'a reconnu en décembre 1999 lors d'une réunion des hauts gradés du FSB à l'occasion de – ça ne s'invente pas ! – la Journée du tchékiste. Continuer à fêter la Journée du tchékiste, c'est quand même extraordinaire ! Voilà ce qu'il a déclaré : « *Je tiens à signaler que le groupe d'officiers envoyé en mission d'infiltration auprès du gouvernement s'acquitte dans un premier temps de ses tâches* ». Pas besoin de commentaire... Le traumatisme psychique n'en demeurerait pas moins très profond chez Monsieur Poutine, et a généré chez lui un ressentiment phénoménal, qu'il a d'ailleurs lui-même avoué le 26 mai 2005. Voilà ce qu'il a déclaré en une phrase bien connue, mais que je répète : « *La chute de l'URSS est la plus grande catastrophe géopolitique du siècle dernier* ». Or, évidemment, aucune des nations enfermées durant des décennies au sein de l'URSS ou derrière le rideau de fer n'avait envie d'y retourner après 1989-1991 ! Alors, pour échapper à cette cruelle réalité, Poutine s'est attaché à reconstruire un édifice complètement fantasmé, comme il l'a également confié – parce que Monsieur Poutine parle en réalité beaucoup ! – le 26 avril 2005 en déclarant la chose suivante : « *Celui qui ne regrette pas la destruction de l'Union soviétique n'a pas de cœur. Celui qui veut la reconstruction à l'identique n'a pas de tête* ».



Une franche poignée de mains entre Staline et Von Ribbentrop consacrant le pacte germano-soviétique le 23 août 1939 à Moscou. La photo qui démolit la fable de la « Grande Guerre Patriotique » de Poutine
© Bundesarchiv, Bild 183-H27337

Reprenons cette petite phrase. Qui a le cœur de regretter Lénine, la guerre civile, Staline, l'Holodomor (le génocide de la paysannerie ukrainienne de 1932-1933), les dizaines de millions de morts de la terreur de masse, le goulag, sans oublier les 27 millions de morts de la 2^{ème} guerre mondiale. Mais si la reconstruction de l'URSS n'est pas à l'identique, rien n'interdit de penser qu'on pourrait la concevoir autrement. C'est tout à fait clair, et c'est typiquement le type de sémantique de ces gens-là. C'est pourquoi, après les épisodes de la Tchétchénie, de la Géorgie puis de la Crimée, Poutine a finalement abattu ses cartes stratégiques le 24 février 2022 en lançant contre le gouvernement, contre la population et contre les infrastructures ukrainiennes ce qu'il faut bien appeler une guerre totale. Cette reconstruction fantasmée a été centrée sur trois fantasmes majeurs.

Le premier vise à rétablir la puissance géopolitique de l'URSS, mais il repose sur le déni absolu de la défaite historique du communisme bolchévique, qui en 1989 a perdu la guerre froide, et qui en 1991 a abouti à la faillite retentissante de l'absurde système de rejet de la propriété privée et du régime de terreur de masse inauguré le 7 novembre 1917.

Pour le plagier – je me permets de plagier Poutine –, je dirais que l'instauration du communisme bolchévique en Russie a abouti à la plus grande catastrophe économique, sociale, culturelle et humaine du 20^{ème} siècle. Pour légitimer son projet, Poutine joue du prestige de la victoire de l'Armée rouge dans ce qu'il appelle la « Grande Guerre patriotique » en 1945, mais il oublie que la Deuxième Guerre mondiale a été inaugurée par l'alliance entre Hitler et Staline, qui déjà a détruit l'existence-même de la Pologne, de l'Ukraine occidentale, des États baltes et de la Bessarabie roumaine, l'actuelle Moldavie.

Poutine a créé un abominable modèle politique mêlant autocratie tsariste et totalitarisme léniniste

Monsieur Poutine a construit son second fantasme autour d'une mythologie de la grandeur de l'Empire de Tsars. Après avoir été un éminent communiste et KGBiste condamnant l'abominable régime des Tsars, il s'est mis à créer une mythologie à la gloire de la grandeur de l'empire des Tsars, en mêlant aussi bien autocratie tsariste que totalitarisme léniniste. Il s'appuie sur cela pour développer une géopolitique portée par des ultranationalistes russes, fondée sur l'idée du « monde russe » – ce qu'ils appellent le monde russe, c'est-à-dire partout où quelqu'un parle russe –, sur la vision expansionniste d'une Eurasie qui est pourtant rejetée par les Européens, et sur la mythologie d'une unité des orthodoxes sous la férule du patriarcat de Moscou. Or, on sait très bien que, depuis au moins 1929, ce patriarcat n'est qu'une créature du NKVD-KGB.

Le troisième fantasme renvoie à celui de l'unité de ce qu'il appelle « les frères » ou « les peuples frères » russe et ukrainien. Or, en dépit de leur relation pluri-centenaire avec les Russes, marquée avant 1917 par l'oppression de l'Empire tsariste surnommé à l'époque « la prison des peuples », les Ukrainiens ont eu tout le loisir de constater que les Bolchéviques voulaient les empêcher de revendiquer leur culture, voulaient les empêcher d'exister comme nation et de se construire comme État. Sous Staline, cela alla jusqu'au génocide : à la fois un génocide ethnoculturel contre les élites, qui ont été toutes liquidées dans les années 1937-1938, et ce qu'on a qualifié de « génocide de classe » — c'est l'expression même de Staline : il faut liquider les koulaks en tant que classe –, un génocide de classe contre une paysannerie indépendante qui refusait absolument la collectivisation de ses terres et ne fut asservie qu'après la famine organisée en Ukraine en 1932-1933 (le fameux Holodomor).

Sur ce point fondamental, Vladimir Poutine a totalement renié ses propres déclarations, lui qui écrivait dans le Figaro du 7 mai 2005 la chose suivante :

« Il faut affirmer les principes de la tolérance et du respect des peuples les uns envers les autres, inculquer que l'unité de l'humanité est devenue indispensable pour venir à bout des difficultés communes et des menaces, créer en fin de compte une atmosphère de compréhension autour de l'idée que les peuples ont des droits identiques qu'ils soient ou non numériquement importants, y compris le droit de déterminer les voies de leur propre développement ».

Voilà ce que Monsieur Poutine déclarait officiellement dans la presse française le 7 mai 2005. Il me semble bien qu'il a pris la voie contraire !

Ainsi Vladimir Poutine s'est-il auto-intoxiqué de ces trois fantasmes qui l'ont conduit à des fautes politiques majeures et irréparables. À aucun moment, il n'a imaginé la résistance armée et de masse du peuple ukrainien, ni la réaction unitaire de l'Union européenne, ni la puissance des sanctions auxquelles la Russie allait s'exposer et encore moins la durée de cette guerre. Depuis la guerre contre l'Ukraine, l'opinion européenne s'est mobilisée pour venir en aide aux millions de femmes et d'enfants fuyant les combats, les bombardements et les massacres. Elle a enfin compris que le régime russe bafouait tous les traités internationaux garantissant depuis 1992 les frontières de l'Ukraine, et qu'il n'acceptait ni la voie démocratique suivie par son voisin, ni sa demande d'intégrer l'Union européenne. L'Europe a enfin compris qu'elle était confrontée à un conflit géopolitique touchant aux valeurs fondamentales de nos sociétés, et nos opinions publiques ont d'ailleurs contraint leurs dirigeants à condamner très fermement l'agression et à adopter des sanctions de grande ampleur.

En réalité, l'opération de Monsieur Poutine en Ukraine ressemble fort à celle de Staline qui, en 1939-1940, utilisa ce que j'appellerai l'enclume nazie pour que le marteau soviétique frappe la Pologne, les États baltes et la Bessarabie roumaine. L'alliance entre Hitler et Staline a entériné une attaque frontale des régimes totalitaires contre les pays démocratiques et les droits de l'homme. De même, Poutine comptait très clairement sur la dépendance allemande au gaz russe pour empêcher toute réaction de l'Allemagne au moment de l'attaque, et donc de l'Union européenne, et donc toute défense de l'Ukraine. Et comme en 1939-1941, l'approche dite « géopolitique », en termes de zones d'influence et de glacis défensif, masque mal la volonté du pouvoir russe et de ses oligarques de piller les richesses naturelles de l'Ukraine et tout ce que les Ukrainiens ont créé depuis 1992. Vladimir Poutine, lui-même, ne remonte pas, dans tous ses discours, au-delà de l'attaque du 3^{ème} Reich contre l'URSS le 22 juin 1941, qualifiée dès cette époque par Staline de « Grande Guerre patriotique ». Et pour cause : lui, le pourfendeur du « nazi » Zelenski serait obligé d'assumer l'effroyable alliance entre Hitler et Staline qui, le 23 août 1939, donna le coup d'envoi de la Deuxième Guerre mondiale et qui demeure, il faut bien le dire, le point aveugle de l'histoire européenne. Parce que cette alliance, les Russes ne veulent pas en entendre parler, les Allemands ne veulent pas en entendre parler, et les Français pas beaucoup plus, et l'Union européenne encore moins ! C'est d'ailleurs pour ça que j'essaie d'insister régulièrement sur ce point. Or, aujourd'hui, comment les Polonais et les

Baltes pourraient-ils oublier ce fatidique 23 août 1939, quand fut signé entre les dictateurs totalitaires un pacte qualifié par antiphrase de « non-agression », dont les protocoles secrets prévoyaient au contraire le partage immédiat de la Pologne et l'extension de la sphère d'influence soviétique aux Baltes et aux Bessarabiens ? Comment pourraient-ils oublier qu'un traité d' « amitié » entre le III^{ème} Reich et l'URSS a entériné le 28 septembre 1939 la disparition pure et simple de l'État polonais, puis en juin 1940 celui des trois États baltes ? Tout comme Poutine prévoyait de supprimer l'État ukrainien indépendant, et à terme, d'obliger les Ukrainiens à rejoindre « l'unité de toutes les Russies », comme l'a proclamé le célèbre patriarche orthodoxe Cyril de Moscou, vieil agent du KGB depuis 1972. Voilà un Monsieur qui a de la suite dans les idées...



Volodymyr Zelensky rendant hommage aux victimes du massacre de Boutcha

Et que dire - dernier exemple avant de conclure - du massacre de centaines de civils à Boutcha ? Massacre de triste mémoire, dont Monsieur Lavrov, Ministre des Affaires étrangères de Russie, a déclaré qu'il s'agissait d'une « mise en scène ukrainienne ». Or, déjà en 1942, Staline avait déclaré les yeux dans les yeux au général polonais Sikorski qu'il ignorait tout du sort de ces 15.000 officiers disparus en 1939, alors que par un ordre signé de tout le Politburo le 5 mars 1940, il les avait fait exécuter d'une balle dans la tête, dont les 4.404 officiers assassinés dans le bois de Katyn. Quand, en 1943, les nazis découvrirent le charnier et le filmèrent, Staline les accusa d'avoir organisé une mise en scène et d'être responsables du massacre. Donc, vous le voyez, nous sommes confrontés en permanence à ces mêmes processus, et je pourrais multiplier les exemples presque à l'infini.

Poutine réinstalle chaque jour un totalitarisme de basse intensité

Après déjà 800 jours de guerre – nous « commémorons » aujourd’hui pratiquement le 800^{ème} jour –, des centaines de milliers de victimes et des millions de déplacés, le président russe a pour l’instant atteint l’exact contraire de tous ses objectifs, ce qui est quand même assez stupéfiant. Il devait envahir et contrôler totalement l’Ukraine, or l’Ukraine combat et a brisé, il faut le rappeler, la plupart de grandes offensives russes, y compris l’offensive initiale sur Kyiv. Deuxièmement, l’Union européenne, qui était censée, comme l’a d’ailleurs rappelé Madame la Ministre d’ailleurs, être totalement divisée, s’est mobilisée de manière vraiment très unie tant sur les plans politique que financier – parce que tout ça coûte beaucoup d’argent – et même militaire. Troisième point, l’OTAN, considérée par certains – un « certain » bien connu des Français – comme en état de mort cérébrale, s’est bizarrement agrandie de la Finlande et de la Suède, deux pays historiquement neutres depuis des décennies, et frontaliers de la Russie ! Et dernier point, alors que l’objectif de Monsieur Poutine était de chasser les Américains du continent européen, les États-Unis n’ont jamais été aussi proches des frontières occidentales de la Russie. Il est quand même tout à fait étonnant de voir l’incroyable incompetence du dirigeant d’un très grand pays. Or, si l’attaque de Poutine ambitionnait à court terme de s’emparer de l’Ukraine, elle vise en réalité toute l’Europe, ses valeurs et ses principes.

Quand je me retourne – parce que je suis allé pour la première fois à Moscou en 1992 –, que de chemin parcouru à reculons depuis 1991 par la Russie, où Poutine réinstalle chaque jour un totalitarisme de basse intensité, et où la répression de masse et l’assassinat politique se doublent du pillage permanent du pays par le clan présidentiel, comme ça a été très bien montré par Alexeï Navalny.

Pour conclure, nul doute qu’Andréï Sakharov, Vladimir Boukovski, Alexandre Soljenitsyne ou même Jean-Paul II, ces hommes qui combattaient pied à pied le totalitarisme soviétique et furent l’honneur de la Russie et de l’Europe du second 20^{ème} siècle, seraient à la fois bouleversés et furieux, et je pense qu’ils secoueraient un peu plus rudement les consciences occidentales.

Denis Ducarme :

Merci beaucoup. La conclusion que vous faites va voir la question s’approfondir avec l’exposé de Madame Ackerman. Car on parle d’impérialisme, d’où la question : les Russes d’aujourd’hui et Poutine sont-ils le produit de cet impérialisme ?



GALIA ACKERMAN

Historienne et journaliste, spécialiste du monde soviétique et russe, coauteur du « Livre noir de Vladimir Poutine »

Merci beaucoup, et merci pour l'organisation de ce colloque sur un sujet extrêmement brûlant et indispensable. Je voudrais, en complément de ce qu'a dit Stéphane Courtois, aborder un autre aspect, à savoir quand commence et jusqu'où va l'impérialisme russe.

L'impérialisme est la matrice de l'Etat russe

En fait, l'impérialisme russe est en quelque sorte la matrice de l'État russe, en tout cas à partir de Pierre Le Grand. Il ne faut pas oublier que la Russie a toujours été animée, parallèlement au désir d'étendre son territoire, par des idées messianiques, les deux formant un ensemble. On commence, encore sous Ivan le terrible, à parler de la « Sainte Russie », héritière de Rome après le sac de Constantinople, et comme disait un moine russe, Moscou, c'est le troisième Rome, après Rome et après Constantinople. Et après Moscou, il n'y aura pas de quatrième. La Russie, depuis son Moyen-Âge, est donc en quelque sorte animée par une idée messianique selon laquelle elle est porteuse de lumière, de bien universel.

Ensuite vient la période de Pierre Le Grand, quand se constitue réellement l'Empire russe. C'est d'ailleurs à ce moment-là qu'apparaît le nom « Rossiïa » (la Russie), et là, la visée impérialiste se mue : d'une part, la Russie reste sainte et défenseuse du monde slave, mais d'autre part l'État russe acquiert cette propension à élargir à l'infini ses propres frontières. En fait, quand Vladimir Poutine a semi plaisanté il y a quelque temps en disant que les frontières de la Russie ne s'arrêtaient nulle part, il n'a fait que reprendre l'idée déjà enracinée chez Pierre Le Grand et ensuite Catherine II, à savoir que la Russie, pour se défendre, était naturellement vouée à l'élargissement de ses frontières.

Bien sûr, il y a toute une mythologie autour de cela, parce que les manuels d'histoire parlent peu de la cruauté de ces guerres impérialistes, de ces guerres de conquête : la guerre de conquête de l'Oural et de la Sibérie, des territoires occidentaux, et au 19^{ème} siècle de l'Asie centrale. Selon ces manuels, cela s'inscrit dans un effort civilisateur, encore une fois avec l'idée que la Russie est porteuse — presque avec vocation divine — de bien universel.

Vous remarquerez en effet que la Russie a cédé l'Alaska aux États-Unis parce qu'elle était incapable de s'en occuper. Car la Russie est une puissance terrestre continentale. En fait, la Russie a toujours essayé de dominer un maximum de territoires, et même là où elle n'a pas entièrement réussi, comme en Extrême-Orient où il y a eu une guerre russo-japonaise, des guerres avec la Chine, etc. Depuis des siècles, la Russie rêvait de s'emparer de l'intégralité de ce qu'on appelle l'Eurasie, c'est-à-dire le continent qui englobe à la fois l'Europe et l'Asie.

L'idée messianique peut changer. C'est ce qui s'est produit avec le régime bolchévique. A la place de l'idée de « droit divin à l'élargissement », de l'idée que la Russie est porteuse du bien et défenseuse du monde slave, apparaît une autre idée, plus globale : l'idée de la révolution mondiale, basée sur la doctrine de Marx selon laquelle il y a développement par stades de l'humanité, qui va nécessairement aboutir au communisme, ce qui est bien sûr totalement faux. L'humanité entière devait donc devenir communiste, et les Bolchéviques russes, quand ils ont pris le pouvoir de façon assez spectaculaire, par un coup d'Etat, croyaient dur comme fer que la révolution mondiale allait s'ensuivre, et ont lutté pour élargir cette révolution. Il y a eu des révolutions ratées, notamment en Hongrie et en Allemagne, et c'est bien sûr au nom de cet élargissement, communiste cette fois, que la Russie a déclenché la guerre contre ses voisins qui venaient d'acquiescer l'indépendance. Je vous rappelle que l'Ukraine a quand même, dès la chute du régime tsariste, proclamé son indépendance : elle avait un gouvernement de gauche, mais pas communiste, de même que la Géorgie.

Lénine a mené une politique impérialiste : au nom de l'idée messianique de la révolution mondiale, il a souhaité réunir, ou au moins recomposer l'empire des Tsars, qui englobait aussi la Pologne, la Finlande et les pays baltes. Lénine n'a pas réussi à tout conquérir, mais il a su conquérir militairement l'Ukraine, qui était déjà au cœur de la reconquête communiste, avec les pays du Caucase et les pays de l'Asie centrale.

Victor Hugo prônait la libération des peuples, alors que Pouchkine prônait la conquête impérialiste

Cette mentalité impérialiste teintée de messianisme a été partagée pratiquement par l'ensemble de la société russe puis soviétique. On parle souvent de la très grande culture russe, et c'est en effet une culture magnifique, mais c'est une culture qui contient également une matrice impérialiste : quand on lit certains poèmes de Pouchkine, qui est le poète national, ce ne sont pas du tout les mêmes idées que par exemple chez Victor Hugo : Victor Hugo prônait la libération des peuples, alors que Pouchkine prônait la conquête par le régime tsariste, ce qui notamment était très tranchant en 1831, pendant la tentative de révolte polonaise, suite à l'attribution récente de la Pologne à la Russie.



*Alexandre Pouchkine (1799-1837),
l'immense poète russe était aussi un impérialiste*

L'impérialisme russe a atteint son apogée sous Staline. Il ne faut pas oublier cela : à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, l'Union soviétique contrôlait totalement la moitié de l'Europe, à savoir toute l'Europe de l'Est, elle contrôlait aussi le mouvement

communiste international, avec des pays devenus communistes — comme la Chine et quelques autres — et elle s'est fait le champion de la lutte anticoloniale, celle des pays en développement qu'on appelait à l'époque les pays non alignés. En soutenant activement ces pays, elle menait déjà une guerre hybride pour essayer de les conquérir. Quand nous pensons à ce que veut Poutine, il faut comprendre qu'il veut d'abord reconquérir cette puissance qu'avait l'Union soviétique à partir de l'époque de Staline et jusqu'à la fin de l'URSS en 1991. Pendant la guerre froide entre l'Union soviétique et les États-Unis, l'Union soviétique restait un pays économiquement relativement faible : à l'époque soviétique, des gens plaisantaient que l'URSS, c'était comme un pays africain, doté d'une bombe atomique. C'était un pays qui vivait sur ses réserves de matières premières, mais dont l'influence et le contrôle idéologique étaient énormes : la moitié du continent européen, la plus grande partie de l'Asie, le mouvement communiste national et les pays non alignés, dont une partie étaient vraiment proches de l'URSS. D'ailleurs vous connaissez les tentatives d'instaurer le socialisme dans les pays arabes, notamment l'Égypte, la Syrie, l'Irak, avec les partis baasistes.

Tout cela s'est effondré en 1991, et cela a été perçu comme une gifle énorme par la direction soviétique, mais aussi par le peuple russe, parce que l'Union Soviétique a toujours été un État où régnait la pénurie, où les gens vivaient très chichement, mais ils ressentaient une fierté : *« nous sommes les plus grands, nous sommes les plus importants, tout le monde doit nous respecter, et sinon c'est la bombe. Nous sommes les premiers à conquérir le cosmos, nous avons le meilleur ballet au monde, nous avons le meilleur foot au monde, etc. »*. Cette idée imprégnait littéralement la population soviétique, et puis paf ! l'Union soviétique éclate, le parti communiste tombe, l'Europe de l'Est prend son chemin, la Russie n'a plus la force de s'occuper de ses intérêts en Afrique ou ailleurs, seul reste Cuba, fidèle, qui crève de faim elle-même. De surcroît, les premières années post-soviétiques sont celles de la débâcle économique - dont on a assez parlé, je ne vais pas m'arrêter dessus. C'était l'époque où les prix du pétrole étaient extrêmement bas : le prix du baril fluctue aujourd'hui autour de 100 \$, alors qu'il était autour de 10 au début des années 1990.

Poutine arrive au pouvoir en surfant sur cette vague de mécontentement populaire, parce que la population se sent privée de son rêve, spoliée économiquement, pauvre, désarçonnée, et voici que quelqu'un vient qui dit « Nous allons restaurer tout ça ». Il s'y prend en douceur : la reconquête du pouvoir, l'emprise sur l'appareil d'État, ont pris pratiquement vingt ans. Progressivement, il prend le contrôle des médias, il prend le contrôle des oligarques, il commence à mener des guerres, parallèlement la situation économique s'améliore parce que le prix du baril monte, et peu à peu sont introduits des éléments de discours de plus en plus nationalistes avec des idées messianiques qui se forment. Une de ces idées, c'est « nous avons gagné la Seconde Guerre mondiale, nous avons vaincu le plus grand mal du siècle, donc nous sommes le plus grand bien du siècle » : nous portons la fois lumière à l'humanité ». Or, c'est vrai que les Soviétiques ont vaincu le nazisme, mais ça ne fait pas de la Russie ni de l'Union soviétique le plus grand bien du siècle, loin de là !

Selon les idéologues russes, les droits de l'homme ne sont pas universels

Et voilà que surgit le culte de la Seconde Guerre mondiale, de l'héroïsme. Les idéologues russes essaient même de voler en quelque sorte la Shoah aux Juifs en déclarant que le plus grand holocauste n'était pas celui des Juifs, mais celui des Slaves.. À côté de cela, il y a l'idée du monde russe dont a parlé Stéphane Mund, et une nouvelle idée gagne également du terrain aujourd'hui : pourquoi faut-il vaincre l'Occident ? Parce que l'Occident est une société dégradée, parce que chaque civilisation a droit à son propre développement : il n'y a pas d'universalité de la démocratie, il n'y a pas d'universalité des droits de l'homme, chaque pays et chaque civilisation sont maîtres chez eux. Autrement dit, si on veut torturer, si on veut pendre, si on veut appliquer les punitions corporelles chez soi, c'est, à en croire ces idéologues, le droit de chaque dictateur.

La Russie se déclare défenseuse universelle des soi-disant valeurs traditionnelles : ce n'est pas seulement une propagande anti-LGBT, mais une propagande contre la démocratie, axée sur l'idée que l'Occident veut remplacer le collectif par l'individu, abolir la distinction entre mariage ordinaire et mariage gay et détruire la famille « normale ». En imposant des valeurs délétères et perverses, les sociétés occidentales vont même aller jusqu'à détruire la différence entre l'homme et l'animal - c'est comme ça qu'ils perçoivent le combat des défenseurs des animaux - pour atomiser totalement la société et pour que le grand capital y règne. Je ne caricature pas : c'est exactement ce qu'affirment les idéologues russes.

Quand on mobilise la jeunesse, quand on introduit l'éducation patriotique obligatoire dans les écoles, quand on fait des camps militarisés de jeunesse - il y a des millions de jeunes maintenant à qui on apprend à se servir des armes à partir de l'âge de 8 ans, à se battre -, c'est au nom de la préservation de la civilisation contre - tenez-vous bien ! -, la barbarie occidentale. Il s'agit, en quelque sorte, de sauver l'Europe d'elle-même en la prenant sous contrôle. En fait, le rêve de s'emparer de l'Europe,



En Russie, Poutine apprend à des millions de jeunes à se servir d'une arme à partir de l'âge de 8 ans !

de ses richesses, de son aura, de sa puissance industrielle, etc., remonte aussi à Pierre Le Grand : Pierre Le Grand a été le premier à partir en Hollande pour apprendre comment construire les bateaux. Ensuite, il a installé des colonies d'Allemands, de Néerlandais et d'autres pour qu'ils apprennent aux Russes les industries. Et beaucoup plus récemment, vous vous souvenez de cette discussion entre Gorbatchev et Mitterrand sur la Maison européenne commune ? C'était déjà cette idée, pas par la guerre mais pacifiquement,

de s'emparer de l'Europe et de la mettre au service de la Russie. Il existe des protocoles absolument extraordinaires, des conversations entre Boris Eltsine et Clinton où Eltsine dit à Clinton « Écoutez, vous faites ce que voulez dans votre partie du monde, mais l'Europe, c'est à nous, hein, vous nous la donnez ! »

Ce qui se passe aujourd'hui, ce n'est pas seulement la folie de Poutine, c'est quelque chose de très ancré dans la société russe, ce que j'appelle la matrice impérialiste. Et je pense qu'à part une bonne et grande défaite, il n'y a rien qui puisse guérir les Russes de leur fantasme collectif.

Merci !

Denis Ducarme :

C'est une conclusion très forte que vous nous livrez là. Ce que nous voyons à l'œuvre, c'est la « matrice de l'impérialisme », cette filiation entre l'impérialisme de Pierre Le Grand, de Staline et de Poutine, qui implique des méthodes particulières, et on se souvient des purges staliniennes, qui éliminaient les élites qui ne suivaient pas Staline dans sa politique impérialiste. Est-ce qu'on voit, Laetitia Spetschinsky, des méthodes qui s'apparentent à cela dans la Russie de Poutine ?



LAETITIA SPETSCHINSKY

Docteure en relations internationales, chercheuse et professeur invité à l'Université Catholique de Louvain, spécialiste de la Russie

LE GRAND REMPLACEMENT DES ÉLITES EN RUSSIE

La révolution discrète du cinquième mandat présidentiel de V. Poutine²

À l'aube de son cinquième mandat, Vladimir Poutine a activé l'un des chantiers les plus discrets et les plus importants de la transformation de la société et de l'État russes : le renouvellement des élites russes. Au-delà de la guerre en Ukraine, le Kremlin pose désormais les jalons d'une société régie par le patriotisme et la loyauté à l'égard du programme présidentiel.

Voici venu « le temps des héros »

Déjà, lors de son discours à la nation prononcé le 24 avril 2023, Vladimir Poutine avait indiqué les nouvelles règles du jeu politique en déclarant que « tous ceux qui avaient choisi d'investir à l'ouest, de s'y prélasser, d'y parader doivent avoir compris que c'était une mauvaise idée et une idée sans avenir ». À ceux-là, Vladimir Poutine suggérait alors d'investir « massivement et patriotiquement » dans leur propre pays, dans son infrastructure et dans son éducation afin d'y faire croître leur fortune et leur réputation. Seuls les entrepreneurs patriotes, ajoutait-il enfin, seraient soutenus et protégés par l'État.

Près d'un an plus tard, le président en campagne pour sa réélection est revenu avec plus de précision sur ce programme sociétal. Dans son discours aux Assemblées, le 29 février 2024, il confirme que l'élite doit être composée de ceux qui ont servi la Russie sans ambiguïté. Les personnes « fiables, qui ont prouvé leur loyauté » doivent remplacer ceux qui « se sont discrédités » en accumulant des fortunes et des privilèges dans les années 1990.

À cette nouvelle élite, il offre un éventail d'avantages matériels mais également un accès prioritaire à l'éducation supérieure et une participation au programme de sélection des nouveaux dirigeants. Ce programme, baptisé « le temps des héros », favorise l'accès des officiers ou des titulaires de diplômes de l'enseignement supérieur à une nouvelle école d'administration destinée à fournir les cadres de la Nation. Quant aux autres – mercenaires, simples soldats ayant combattu en Ukraine – ils pourront accéder en priorité aux académies militaires pour soutenir leur ascension professionnelle et rejoindre, eux aussi, les rangs de l'élite.

² Cette contribution a été publiée sur le site Deskrussie le 11 mai 2024

Cette annonce doit être lue en lien avec le décret présidentiel adopté en janvier 2024 pour créer une réserve de cadres pour la fonction publique. Ce recrutement est conditionné par une enquête sur les revenus et sur le passé judiciaire, mais surtout, signe des temps, par un test psychologique destiné à déterminer l'engagement patriotique du candidat, et plus spécifiquement sa propension à défendre l'intérêt public plutôt que des intérêts privés.

Cette réserve doit alimenter tous les dirigeants d'agences et d'organes fédéraux (à l'exception des dirigeants des services de sécurité, qui dépendent directement du Président), et il est également recommandé aux entreprises publiques – on pense à Gazprom, Rostec, Rosatom, etc. – de choisir leurs cadres dans cette réserve³.

Les nouvelles élites proviennent de l'armée et du renseignement

Centralisation du recrutement des cadres, passe-droits accordés aux héros de la guerre d'Ukraine: il apparaît déjà clairement que les postes-clef de la nouvelle administration seront distribués au sein de l'appareil militaire et du renseignement, créant ainsi une nouvelle élite relativement imperméable aux idées libérales comme aux pressions occidentales – puisqu'il s'agira d'une élite faiblement internationalisée et qui n'a que peu ou pas d'intérêts économiques dans les pays du G7, contrairement à l'élite actuelle dont la fortune est globalement liée à l'Occident.

Cette reprise en main des élites a déjà connu plusieurs épisodes assez sensationnels au cours de l'année écoulée, et l'on peut en citer trois qui posent des jalons importants de cette évolution.

Premièrement, la mutinerie de Prigojine en juin 2023, qui a entraîné une réorganisation-éclair des actifs du chef de guerre. Les hommes de troupe (mercenaires et repris de justice) ont basculé dès le mois d'août 2023 dans l'escarcelle de l'État (dans l'armée fédérale et dans les troupes du chef de la République tchétchène, Ramzan Kadyrov). De même, les activités africaines de Wagner ont été placées sous la bannière de l'Africa corps, une structure placée sous l'autorité du ministère de la Défense.



Evgueni Prigojine (1961-2023), le célèbre mercenaire qui dirigeait le groupe Wagner et qui paya de sa vie sa mutinerie face à Poutine

³ CCI Russie, Analyse trimestrielle de la situation politique en Russie (janvier-mars 2024), 23 avril 2024.

Deuxième épisode significatif, la « *almost naked party* » qui avait réuni des personnalités du showbiz dans un club de Moscou en décembre 2023, a déclenché une vague d'indignation à l'égard d'une caste « moralement sourde » aux préoccupations de l'État – certaines de ces célébrités ayant par ailleurs diffusé des appels à la paix sur les réseaux sociaux. Les autorités ont pris soin de communiquer activement les punitions infligées à ces contre-modèles de société : pressions fiscales, répression pénale (amendes et peines d'emprisonnement), obligation d'aller faire pénitence en zone de guerre et de présenter des excuses publiques pour espérer regagner du temps d'antenne ou une place sur la scène culturelle.

Enfin, en avril 2024, l'arrestation du dispendieux vice-ministre de la Défense Timur Ivanov, surnommé « the King of Kickback » (« roi de la rétrocommission ») en référence aux dizaines de millions d'euros prélevés sur des contrats juteux comme celui de la reconstruction de Marioupol en Ukraine occupée. Ici aussi, la médiatisation de son arrestation siffle la fin de la récréation pour une élite habituée à exhiber ses privilèges.

Ce discrédit de l'ancienne élite s'accompagne en outre de mesures très concrètes dans le domaine de la redistribution des richesses. Ici aussi, trois phénomènes permettent de mieux saisir les transformations en cours. Au niveau national, l'année 2023 a été marquée par une série de décisions judiciaires qui révoquent les privatisations des années 1990 (au motif que les autorités régionales qui en avaient assuré l'exécution avaient outrepassé leurs pouvoirs). Les privatisations ayant été annulées, les actifs concernés – on parle à ce jour d'une quinzaine d'entreprises pour une valeur totale estimée à 3,6 milliards de dollars – ont été restitués à l'État. Cette jurisprudence dans le domaine de la « dé-privatisation » ouvre une boîte de pandore puisqu'entre 1992 et 1994, une large partie de l'économie nationale avait été privatisée de cette manière.

Il faut ensuite mentionner la reprise en main des branches russes de certaines entreprises occidentales dans le cadre de contre-sanctions – Fortum et Uniper, (un butin estimé à 5,5 milliards de dollars) ou encore Danone et Baltika. Ces actifs privés, en l'occurrence étrangers, ont été redistribués à la nouvelle élite nationale. L'un des cas les plus exemplaires est celui de la société Danone, cédée au clan Kadyrov. Ces procédures sont appelées à s'amplifier en réponse à la saisie des actifs gelés de l'État russe qui tend à se préciser.

Enfin, la récente réforme du code pénal et du code de procédure pénale prévoit la confiscation des biens utilisés pour – ou en lien avec – la discréditation de l'État russe : propagation de faux sur l'armée, désertion, non-exécution d'ordres, participation à une organisation indésirable, ou toute forme de menace publique à l'égard de la sécurité nationale. Cette mesure vise, selon le Président de la Chambre des Représentants, à punir « ces scélérats » qui travaillent contre leur pays, à leur retirer leurs titres honorifiques, leurs biens, leur argent et autres objets de valeur⁴. Il s'agit ici de mettre ceux qui ont quitté le pays après février 2022 face à un choix : rentrer et soutenir l'effort de guerre, ou rester en exil pour toujours et perdre leurs avoirs restés en Russie.

⁴ « Путин подписал закон о конфискации имущества по ряду уголовных статей », RFE/RL, 14 février 2024.

En conclusion, la tendance politique et institutionnelle qui se dessine en Russie est parfaitement claire. Poutine entend redessiner la nation à son image, ancrer ses principes jusque dans les recoins les plus profonds de l'administration fédérale et resserrer les rangs en vue d'un affrontement idéologique à long terme avec l'Occident. Cette nouvelle purge des élites, économique et judiciaire cette fois, annonce un défi majeur pour l'Europe : celle de faire face, pour une durée indéterminée, à un État dirigé à tous les échelons par la génération « Z » (du symbole de la guerre en Ukraine), celle qui aura fait ses armes dans la détestation de l'Ouest et qui devra sa nouvelle fortune au seul maître du Kremlin... et à son aventurisme militaire.

Denis Ducarme :

Passionnant... Je pense d'ailleurs qu'on devra publier les actes de ces travaux.

Depuis le début de cette rencontre, on est partis sur une base assez historique – qui sont les Russes, à tout le moins dans leur dimension politique ? –, pour aborder ensuite leur filiation. On vient de parler à présent des méthodes qui sont utilisées actuellement pour prolonger ce nouvel impérialisme russe, et avec notre intervenant suivant et ses responsabilités au COPS, on va tenter de répondre à la question : « Que veulent-ils ? Jusqu'où veulent-ils aller ? ». Je signale que, Stéphane, tu es également l'auteur d'un ouvrage sur la manière dont les Européens appréhendent la situation. Et je me permettrai une question personnelle. Car quand je regarde l'histoire dans le rétroviseur, je pense parfois que le monde était plus sûr sous la guerre froide qu'il ne l'est aujourd'hui. Je voudrais ton avis par rapport à ça.



STÉPHANE MUND

Ambassadeur de la Belgique au sein du Comité politique et de sécurité de l'Union Européen (COPS), docteur en histoire, spécialiste de la Russie

C'est évidemment une question extrêmement difficile, et je vais commencer mon exposé par une phrase céléberrissime de Churchill : « *La Russie est un rébus enveloppé de mystère au sein d'une énigme, mais peut-être y a-t-il une clé. Cette clé est l'intérêt national russe* ».

Que veut Poutine ?

Je pense que cette phrase est absolument essentielle pour essayer de comprendre ce qui se passe dans ce grand pays qui est notre voisin. J'ai essayé d'axer mon intervention sur les différentes questions qui apparaissaient sur l'affiche annonçant le colloque, et à la question « Que veut la Russie ? » j'ai plutôt envie de répondre par « Que veut Poutine ? ». Stéphane Courtois a déjà commencé à aborder cette question de manière très éloquente, et je partage fondamentalement son analyse.

Pour moi, Poutine est fondamentalement un nostalgique de l'Empire, de la conception impériale russe, puis soviétique, l'URSS étant perçue comme une continuation de l'Empire des Tsars. Je crois moins à la nostalgie poutinienne de l'URSS en tant que système politique communiste, mais je pense davantage à la nostalgie de la puissance perdue. En quelque sorte, la Russie est un pays qui a un syndrome post-impérial. Un peu comme nous aussi, en Europe, nous avons mené des guerres coloniales parce que nous voulions garder nos colonies dans notre giron. Pour moi, la guerre qui se joue en Ukraine est aussi une guerre d'ordre colonial.

L'idéologie poutinienne est nationaliste, et c'est vraiment intéressant de voir la mise en valeur des grands personnages du passé russe et soviétique. À cet égard, je partage totalement l'analyse faite tout à l'heure : effectivement, l'idéologie actuelle, c'est un mélange, un « melting pot », comme on dirait chez nous à Bruxelles, entre des personnages et grands héros de l'époque tsariste et de l'époque soviétique. C'est le cas bien sûr de Pierre Le Grand ou de Catherine II, mais aussi – ce que j'ai trouvé particulièrement intéressant – de Staline. Je n'ai jamais eu l'occasion de vivre plus de deux mois d'affilée en Russie, mais j'ai eu l'occasion de beaucoup voyager dans ce pays entre 1995 et 2018, et de le sillonner en tout cas dans sa partie occidentale, entre la frontière occidentale de la Russie et l'Oural (car je ne suis jamais allé en Sibérie). Or, j'ai observé, au fur et à mesure de mes nombreux séjours, en particulier à Moscou, la réhabilitation progressive de Staline. Bien entendu, on passe soigneusement sous silence les nombreux aspects négatifs de son règne totalitaire, on ne parle pas d'Holodomor, on

ne parle pas des grandes purges, mais c'est le Staline qui a porté l'Empire soviétique, et quelque part l'Empire russe, dans son extension maximale. Et c'est ce personnage là, ce grand personnage, « ce grand conquérant » qui est mis à l'honneur. Je relisais encore lors de la préparation de ce colloque le fameux article écrit par Poutine – plus exactement attribué à Poutine – en juillet 2021, un article qu'il faut vraiment lire parce qu'en fait, il prépare la guerre qui se joue aujourd'hui. Or, paradoxalement, on constate que par contre, Lénine et les Bolcheviks sont quelque part accusés d'avoir créé l'Ukraine telle qu'elle existe et telle qu'elle ne devrait pas exister dans la mentalité poutinienne. Et bien entendu, inutile de vous dire que Gorbatchev est voué aux gémonies en tant que fossoyeur de l'empire soviétique, et souvenez-vous : ses funérailles ont été en mode minimal.



Pierre le Grand (1672-1725), symbole de la puissance perdue d'une Russie dont Poutine cultive la nostalgie

Les Russes aujourd'hui sont nostalgiques de la perte de l'empire

Quelque chose qui m'a souvent frappé dans mes voyages, en discutant avec la population – à l'époque où j'y allais, il y avait encore moyen de discuter avec eux, je ne sais pas comment ça se passerait aujourd'hui –, c'est ce sens de la perte de Empire. Car les Russes connaissent leur histoire – peut-être contrairement à nous Européens, qui avons un peu tendance à oublier notre histoire ancienne. Or, si vous regardez la carte géographique de la Russie aujourd'hui, la frontière occidentale de la Russie correspond plus ou moins à celle qui existait avant 1654, c'est-à-dire avant Pierre Le Grand. Il y a donc ce sentiment très fort, dans la population, d'une perte de territoires qui devraient normalement leur appartenir.

Un autre sentiment qui est très prégnant dans la société russe et dans l'élite russe, l'élite politique, c'est ce sentiment d'humiliation – réelle ou pas, peu importe : c'est un sentiment qui existe –, ce sentiment du Kremlin d'avoir été tenu pour quantité négligeable dans les années 1990 et au début des années 2000. Et justement, puisque Denis me demandait de faire allusion à la rencontre à laquelle j'ai assisté entre le Premier ministre Charles Michel et Vladimir Poutine : c'était l'époque des bombardements de Belgrade en 1999 par l'OTAN, de l'indépendance du Kosovo, de la guerre en Irak, etc., et je ne sais pas si vous souvenez que le Secrétaire à la Défense américaine Donald Rumsfeld avait dit à l'époque « *On pardonnera à la Russie (donc on accepte qu'ils ne sont pas d'accord avec nous), on méprisera l'Allemagne et on punira la France* ». C'était l'expression de Donald Rumsfeld à cette époque.

Outre ce sentiment, donc, d'avoir été tenus pour quantité négligeable, il y a aussi bien sûr eu selon moi – même si je partage totalement l'analyse qui a été exprimée par les deux premiers orateurs sur la nature profonde du personnage Poutine –, dans l'approche entre Poutine et l'Occident, un moment charnière. Et ce moment charnière, c'est 2003-2004. À l'époque, je travaillais pour la Défense belge comme analyste politique, et je me souviens que c'était une époque où il y avait quand même des relations entre la Russie et l'OTAN (le Conseil OTAN-Russie), et Poutine est d'ailleurs un des premiers chefs d'État à avoir appelé Georges Bush au lendemain des attentats du 11 septembre. En Europe, même si maintenant, à rebours, on se dit qu'on s'est complètement trompés, à cette époque-là, il y avait ce sentiment que malgré la guerre, la boucherie en Tchétchénie, les premières atteintes aux droits humains, globalement, dans cette partie-ci de l'Europe, la Russie pouvait être un partenaire.

La Russie aurait pu être un partenaire de l'Occident mais elle s'est sentie humiliée

Pour moi, les moments charnières, ce sont les révolutions dites « colorées » : la révolution des Roses à Tbilissi et surtout la Révolution orange à Kyiv. Pour le Kremlin, ça a été perçu comme des changements de régime orchestrés depuis l'Occident et les Américains, avec cette crainte de ricochet : après Kyiv et Tbilissi, ce sera Moscou. Encore une fois, ce sont des perceptions, mais il faut les avoir en tête pour comprendre quel est l'état d'esprit de notre interlocuteur Poutine.

Je voudrais pointer un autre élément très intéressant, encore une fois en écoutant les Russes, parce que nous avons bien sûr notre vision à nous : nous les voyons comme des agresseurs – ce qu'ils sont –, comme un danger – ce qu'ils sont. Nous avons tous connu ici la guerre froide. Je me souviens des discussions en famille dans les années 1980, où on pensait que toute l'Europe allait finir par devenir soviétique et qu'on devrait s'enfuir aux États-Unis, parce que toute l'Europe serait communiste. Et il y avait d'ailleurs des communistes dans le gouvernement français de François Mitterrand. Mais c'est quand même Mitterrand qui a dit « Les pacifistes sont à l'ouest, et les missiles sont à l'est » ! Moi, j'ai le souvenir, comme enfant, de discussions familiales où on ressentait la Russie, l'URSS, comme l'ennemi et l'agresseur.

Les Russes ont une mentalité d'assiégés

Mais il faut savoir que les Russes ont le même sentiment, et quelque chose que j'appelle une « mentalité d'assiégé », ce qui peut paraître tout à fait étonnant parce que, comme l'a dit Laetitia il y a quelques minutes, la Russie, c'est 17 millions de km², donc comment pouvez-vous vous sentir assiégé dans un pays qui a la taille d'un continent et qui est largement plus grand que le continent Europe ? Encore une fois, je vous ai dit que les Russes connaissent leur histoire – je n'utilise pas l'adverbe « bien » ou « mal » –, et leur histoire est faite de nombreuses agressions : beaucoup d'agressions qui sont venues de l'Est, de tous les peuples nomades de la grande steppe eurasiatique, qui venaient de l'Est pour aller vers l'Ouest, en particulier à la recherche du Proche-Orient, et qui ont parcouru cette plaine eurasiatique qui n'a pas de frontière naturelle. Il y a aussi les agressions qui sont venues de l'Ouest : les Russes sont ennemis héréditaires avec les Suédois, les Polonais, les Lituaniens, il y a eu Napoléon, Hitler, etc. Ils ont donc cette mentalité d'assiégés. Nous les percevons comme des agresseurs à juste titre, mais eux aussi ont ce sentiment d'insécurité, parce qu'il n'y a pas de frontière naturelle qui les protège, et bien entendu, pour eux, l'expansion de l'OTAN est quelque chose d'inacceptable : ça, c'est un discours que Poutine a tenu à de nombreuses reprises, notamment bien sûr au Premier ministre Charles Michel en 2018.

La question « Que poursuit Poutine et où s'arrêtera-t-il ? » est une question à laquelle il est extrêmement difficile de répondre, parce que je ne suis pas dans sa tête et que de plus, il est de notoriété publique que l'homme est menteur, cela a été dit de manière subliminale ici dans les trois précédents exposés. Il est donc très difficile de savoir ce qu'il veut exactement. Probablement



Jan Chelminski, Napoléon revenant de Moscou

aussi son état d'esprit peut-il évoluer. Je pense que la première chose qu'il veut, c'est un arrêt de l'expansion géographique, géopolitique de l'OTAN, et cela, il l'a dit clairement dans le protocole qu'il a voulu nous faire signer, aux Européens et aux Américains, en novembre-décembre 2021. Pour lui, l'Ukraine est une ligne rouge, et il l'a toujours dit.

D'autre part, il veut garder l'espace ex-soviétique dans sa sphère d'influence, ce qui signifie qu'il n'est pas question pour lui d'expansion de l'Union européenne ni de l'OTAN dans cette zone, qui englobe évidemment l'Ukraine, la Géorgie et la Moldavie. L'Ukraine est aujourd'hui attaquée frontalement, elle a à peu près 20 % de son territoire qui a été annexé, conquis militairement par la Russie, mais il est clair que – et je ne suis pas un Einstein en disant cela – si Poutine remporte une victoire contre l'Ukraine, et que l'Ukraine capitule et est totalement vassalisée, il ne s'arrêtera pas là : la Moldavie et la Géorgie seront les prochaines sur la liste.

La « guerre hybride » contre nos pays a déjà commencé

Faut-il alors craindre une guerre directe déclenchée par la Russie contre l'Union européenne et contre l'OTAN ? Encore une fois, c'est une question extrêmement difficile. Je ne pense pas que l'homme soit fou, je le pense plutôt joueur d'échecs. Je ne suis pas « poutinologue », et j'ai bien d'autres crises à gérer dans le cadre de mes fonctions actuelles, mais je pense a priori qu'il ne va pas tester l'article 5 de l'OTAN, donc je ne crois pas, *hic et nunc*, à une guerre ouverte contre l'Europe, contre l'Amérique, contre l'OTAN. En revanche, et nous en sommes déjà témoins, nous subissons déjà cela – et bien entendu les États membres de l'Union européenne qui sont situés le plus à l'Est de l'Union européenne en sont les premières victimes –, on aura affaire à une multiplication de formes hybrides de guerre menée contre l'OTAN et contre l'Union européenne. Par exemple, des vagues de migration illégales, comme la Finlande en a fait l'expérience. Un peu avant, c'étaient la Lituanie et la Pologne à travers la Biélorussie. Voilà une forme de guerre hybride, parce que Poutine sait que la question de la migration illégale est profondément divisible dans nos sociétés, et tout ce qui peut affaiblir nos sociétés dans leurs composantes – les Anglais disent leur « fabrik » –, tout ce qu'il peut faire pour affaiblir notre « fabrik » il va le faire. On a eu récemment les brouillages de fréquence en Estonie, qui ont obligé les Estoniens à fermer l'aéroport de Tartu. Un autre risque pour nous, qui est très fort, ce sont les risques de sabotage d'infrastructures, sous-marines en particulier, des câbles : nous avons des sociétés qui sont hyper technologiques, extrêmement connectées, mais ce sont des connexions fragiles. Et bien entendu, on ne peut pas oublier la propagande, la désinformation, les ingérences dans les cycles électoraux, et nous savons de quoi nous parlons avec les élections européennes en vue.

Je pense aussi – et c'est quelque chose évidemment que nous voyons beaucoup au COPS – aux tentatives consistant à viser nos intérêts dans des pays tiers. Laetitia mentionnait la milice Wagner : Africa Corps, voilà effectivement un nom extrêmement évocateur. Nous sommes donc évidemment confrontés à des actions nocives de la Russie à notre égard, mais aussi à l'égard des pays qui sont touchés. Nous sommes une grande majorité de Belges, ici dans cette salle, donc je peux utiliser l'autre langue nationale du pays et citer ce diction néerlandais que j'aime beaucoup : « *Gelijk hebben, gelijk krijgen* ». Je vais traduire pour les non néerlandophones : il y a une grande différence entre « avoir raison » et « recevoir la raison » – on dirait en anglais « to get it right ». Je reste convaincu que l'Union européenne, en soutenant l'Ukraine depuis 2022, a choisi le bon camp, le « bon côté de l'histoire » (même si je n'aime pas trop cette expression pompeuse), mais ce n'est pas pour autant que l'ensemble des pays qui composent la grande famille des Nations Unies sont convaincus que nous ayons raison, et ça, c'est un énorme défi auquel nous sommes confrontés, nous, Européens : pouvoir expliquer à l'ensemble des pays qui composent les Nations Unies que ce qui se passe en Ukraine est absolument illégal, scandaleux et condamnable. D'autant plus qu'il s'agit quand même, rappelons-le, d'un membre permanent du Conseil de sécurité qui a attaqué un État souverain.

La tragédie de ce pays, c'est qu'ils ont essayé la démocratie à deux reprises et, à deux reprises, cela a raté

Sur la question « Que pense la population russe de la guerre, de l'Europe et du monde occidental ? », je vais de nouveau être très modeste. Ce que je vais dire ici se base bien sûr sur ce que je lis, sur ce que j'ai vécu à travers mes différentes interactions avec la population russe, population avec laquelle j'ai d'ailleurs toujours des contacts merveilleux. Comment ne pas aimer un peuple dans la langue duquel le mot « kul'turnyy » veut dire à la fois cultivé, bien élevé, poli et éduqué ? Moi, ça ne peut que me parler. Mais aujourd'hui – je n'ai bien entendu pas eu l'occasion de retourner dans ce pays, et je pense même que je n'aurai plus jamais l'occasion d'y retourner parce que vu mes fonctions, je pense que je suis sur leur liste noire –, sur base de mes expériences passées, je dirais que la population russe, dans son ensemble, pense d'abord à survivre. Sa première question est : de quoi sera fait mon quotidien ? Et malheureusement, et ça c'est une véritable tragédie dans l'histoire de ce pays, ils ont essayé à deux reprises la démocratie, et à deux reprises ça a raté. La première fois, c'était en 1917 : en pleine première guerre mondiale, le gouvernement provisoire a été renversé par un coup d'État – glorieuse « révolution d'octobre » : ce n'était pas une révolution, c'était un coup d'État organisé par des bandits qui ont réussi à s'emparer du pouvoir de manière totalement illégale ! La vraie révolution, au sens populaire du terme, c'était en février 1917, lorsque le régime tsariste a été renversé en une semaine par des manifestations populaires. Mais octobre 1917, c'est un coup d'état, premier échec.



L'authentique «révolution» de février 1917, confisquée après par le « coup d'Etat » d'octobre 1917 des bolchéviques

Le deuxième échec, c'est la période de la *perestroïka*, la *glasnost* de Gorbatchev et les années d'Eltsine. Pour les Russes, cette époque, c'était le chaos. A l'époque, j'étais dans le monde académique, et je rédigeais ma thèse de doctorat. J'ai eu l'occasion de beaucoup côtoyer des intellectuels, et il faut savoir que c'est une époque où par exemple les professeurs d'universités ne recevaient plus de salaire. C'était une période de ce qu'on pourrait appeler le Far West, c'est à dire qu'il y a gens qui sont devenus extraordinairement riches, millionnaires, milliardaires, qui ont acheté des entreprises d'État pour des cacahuètes, qui les ont fait prospérer et qui sont devenus multimilliardaires, alors qu'au même moment, l'écrasante majorité de la population, qui comme le disait tout à l'heure Madame Ackerman, ne vivait pas extrêmement bien à l'époque soviétique, a perdu tout d'un coup le peu qu'elle avait. D'une certaine manière, cette période-là est un très mauvais souvenir, parce que c'était le chaos, et c'est aussi là-dessus que Poutine a basé sa popularité.

Je pense par ailleurs que la population russe – et c'est en connexion avec ma première remarque – est globalement apolitique. Poutine a imposé très tôt une forme de contrat social, essentiellement aux élites, mais qui s'appliquait aussi à la population : c'était en quelque sorte « ne vous mêlez pas de politique, et moi, par contre, je veillerai à ce que votre quotidien soit stable ». Et c'est pour cela que, même si c'est triste à dire, je pense qu'encore aujourd'hui, s'il y avait des élections authentiquement démocratiques, il ferait quand même un beau score. Je ne dis pas qu'il atteindrait les scores staliniens qu'il a eus pour les dernières élections, mais je pense néanmoins qu'il a une certaine popularité, parce que dans l'inconscient russe, il est associé à un retour à une certaine stabilité après le chaos des années 1990.

La population fait l'objet d'un lavage des cerveaux

La population russe est aussi fondamentalement patriote, et quand j'utilise le terme « patriote », je l'utilise avec une signification très 19^{ème} siècle chez nous, ainsi qu'une pointe de nationalisme. Au fond, d'une certaine manière, ça fait un peu penser aux États européens du 19^{ème} siècle, où les nouveaux États qui se créaient, comme par exemple le nôtre, devaient se créer toute une série de personnages historiques : Godefroid de Bouillon, le Comte d'Egmont et le Comte de Hornes à la place du Sablon, etc. L'idée d'identité et ce nationalisme sont très forts dans la population russe. Et puis évidemment, ce qui est important, c'est qu'elle fait l'objet d'un lavage du cerveau médiatique depuis de nombreuses années, comme ça a été aussi rappelé par un des précédents intervenants. L'empire des médias est la première chose que Poutine a commencé à vouloir contrôler. Un des premiers oligarques auxquels il s'est attaqué, c'était Vladimir Goussinski, qui était un oligarque des médias, puis il y a eu Boris Berezovsky. Il faut savoir que dans les années 1990, quand j'y suis allé pour la première fois, les Russes avaient l'équivalent des Guignols de l'info. Il y avait donc vraiment une vraie vie démocratique, ils pouvaient se moquer de leurs hommes politiques. Tout ça, c'est un des premiers secteur que Poutine et ses tschékistes ont voulu contrôler. Et pour de nombreux Russes, aujourd'hui encore, le canal d'information principal est la télévision. Dès qu'on sort des grandes villes, est-ce qu'ils sont tous connectés à internet ? Non ! Or, les chaînes de télévision sont entièrement contrôlées par le pouvoir.

Si la guerre continuait à ce rythme, la population passerait de 140 à 90 millions en 2050

Quelle est leur opinion sur la guerre ? C'est très difficile à dire. Ils doivent être nombreux à croire que c'est une opération militaire spéciale, et de toute façon ils n'ont pas le droit de penser autrement, car s'ils pensent autrement, c'est la prison. Ils doivent malheureusement être également nombreux à croire au narratif du Kremlin sur la dénazification. Mais – et ça, c'est un aspect sur lequel on n'a aucune prise pour le moment –, c'est une guerre sanglante, il y a des dizaines de milliers de morts. Or, la Russie avait déjà une démographie catastrophique avant la guerre : dans les pires pronostics, on disait

que si ce rythme continuait, la population passerait de 140 à 90 millions d'habitants d'ici 2050. Et aujourd'hui, c'est cette jeunesse qui meurt pour cette guerre tragique et stupide sur le front. Ces morts et ces disparus, quel est l'impact que ça peut avoir à moyen terme sur la population elle-même ? D'ailleurs, c'est très intéressant : ce sont les populations russes des territoires périphériques, des minorités ethniques ! Poutine s'est soigneusement gardé de recruter les populations de Pétersbourg et de Moscou.



Toute une génération qui meurt dans une guerre sanglante et stupide.

Quant à ce que les Russes pensent de l'Europe, du monde occidental, c'est de nouveau difficile à dire. Ils doivent également être nombreux à croire au narratif du Kremlin. Il y a à la fois cette attirance et cette répulsion pour l'Europe, parce que c'est malgré tout un modèle de prospérité, de vie agréable, et je vous assure que quand vous sortez de Moscou et que vous voyez des villes de province – je ne parle même pas des villages –, c'est un pays qui est profondément sous-développé. Il y a donc une attirance et une répulsion à la fois par rapport à l'Europe, et puis il y a aussi cette tradition russe très ancienne, de croire en la spécificité de la Russie : ni d'Europe, ni d'Asie. Enfin, j'ai beaucoup aimé l'expression « messianique » qui a été utilisée tout à l'heure, elle est tout à fait juste.

Est-ce que le monde était plus sûr avec l'URSS qu'avec la Russie d'aujourd'hui ?

Faut-il, pour conclure, redouter une confrontation directe entre la Russie et certains pays de l'OTAN ? A priori, je pense que non. L'article 5 de l'OTAN nous protège. J'en viens à ta question, Denis Ducarme : « Est-ce que le monde était plus sûr avec l'URSS qu'avec la Russie ? ». Je n'étais pas encre né à ce moment-là, mais quand il y a eu la crise de Cuba en 1962, on était quand même à deux doigts d'une guerre nucléaire, donc je pense que mes grands-parents, à l'époque, ont quand même dû avoir des sueurs froides, comme certainement des tas d'autres millions de citoyens sur cette planète. Il est clair que, pendant la guerre froide, il y avait cet « équilibre » qui était l'héritage de Yalta. Aujourd'hui, même si c'est toujours plus facile d'étudier le passé que de prévoir l'avenir, je pense que Poutine est un joueur d'échec et qu'il sait donc jusqu'où il peut ne pas aller. La menace de la bombe atomique, je crois que c'est plus un effet de propagande de guerre - ce que les Américains appellent *psy ops*, la guerre psychologique -, parce que vous pouvez appuyer sur le bouton une fois, mais vous ne pourrez le faire qu'une seule fois.

J'aimerais terminer par un bémol qui n'est pas sans importance. Pourquoi 2022 ? Et encore une fois, je peux me tromper, parce que je n'ai pas la science infuse, et évidemment, quand on discute entre experts, il y a toujours autant d'avis que d'expertises. Il y a trois moments, trois épisodes que j'ai trouvé intéressants, qui me permettent d'expliquer 2022, entre autres. Le premier, c'est le conflit dans le Donbass qui continuait : c'était une guerre, même pas un confit gelé, mais il y a eu l'épisode des drones. On va remonter un tout petit peu avant, à la guerre en 2020 au Karabakh, la première guerre arméno-azérie, où l'Arménie a été défaite militairement par l'armée azerbaïdjanaise, qui était équipée d'armes extrêmement sophistiquées achetées à Israël et à la Turquie, et de ces fameux drones qu'on appelle les drones Bayraktar. Le concepteur de ces drones est d'ailleurs le gendre d'Erdogan. Et ça, c'est quand même intéressant, parce que l'Arménie est armée par la Russie et l'Azerbaïdjan est armé par la Russie mais surtout par Israël et la Turquie, il y a donc un rapport de force où les armes sont plus sophistiquées d'un côté que de l'autre. Deuxième épisode, vous avez cette visite d'Erdogan en Ukraine, où il conclut avec Zelenski un accord pour fournir à l'Ukraine des drones Bayraktar, et je me souviens qu'à l'époque je disais que c'était quelque chose qui pouvait être un « trigger », comme on dit, pas d'une reprise du conflit à proprement parler, mais de quelque chose qui n'allait pas passer inaperçu à Moscou. Troisième épisode, c'est ce qu'on peut appeler le déculottage de l'OTAN en Afghanistan : notre retrait absolument chaotique, des images de gens qui doivent être évacués par des militaires, images qui rappelaient à des anciens l'évacuation de Saïgon en 1975. Et Poutine, ces choses-là, évidemment, il les a vues comme tout le monde et donc il a peut-être vu un momentum.

Et donc, même si je ne crois pas à une guerre de la Russie contre nous pour le moment, parce qu'on a cet article 5 et que l'OTAN, c'est une alliance sérieuse qui n'est pas du tout en mort cérébrale, au contraire, on a évidemment des cycles électoraux dans plusieurs parties du monde, et il y a un cycle électoral qui sera particulièrement important à suivre, c'est celui qui va se jouer aux États-Unis en novembre prochain. Et les messages qu'enverra le prochain président américain, surtout si c'est Donald Trump, deuxième version, ce n'est pas très rassurant. C'est donc mon bémol, et je m'excuse de terminer sur un bémol un peu négatif.

DEUXIÈME TABLE RONDE



PRÉSIDENT DE SÉANCE : FRANÇOIS DE KERCHOVE D'EXAERDE

Ancien chef de cabinet du ministre des Affaires Etrangères, ancien ambassadeur à l'OTAN et ancien ambassadeur en France

Mesdames et Messieurs, bonjour. D'abord, permettez-moi de vous présenter nos excuses pour le rythme un peu rapide que nous vous avons imposé pour revenir en salle, mais il valait mieux, étant donné les contraintes qui sont les nôtres, tâcher de ne pas trop accumuler de retard, d'autant que le président du MR viendra pour clôturer le colloque et qu'un de nos intervenants doit reprendre un train tout à l'heure pour Paris, et il vaudrait mieux qu'il puisse assister à la majorité des échanges qui auront lieu, et éventuellement même répondre à certaines questions.

Vous avez entendu la Ministre des Affaires étrangères tout à l'heure sur les intentions européennes et plus particulièrement celles du gouvernement belge. Vous avez entendu le fascinant débat qui vient de s'achever, la première table ronde sur ce que c'est que la Russie aujourd'hui, quelles sont les intentions de la Russie d'aujourd'hui, à quoi il faut s'attendre en matière de possible aggravation des tensions vis-à-vis de l'OTAN et de l'Union européenne.

La tâche de cette deuxième table ronde, comme vous l'avez lu sur votre programme, va être de répondre à une double question, puisqu'en fait le titre de ce panel est une question : « Renforcer la défense européenne et l'autonomie stratégique européenne ? ». C'est dit de manière très laconique, mais en réalité cette question pose un débat énorme, aussi convient-il probablement de fixer quelques balises pour permettre à nos orateurs, que je vous présenterai dans quelques minutes, de faire leur exposé sans que nous ayons un débat qui file dans toutes les directions ou que nous ayons trop de questions « hors champ », si je peux me permettre l'expression.

Tout le défi de demain sera de rétablir la confiance entre l'Europe et le « Global South »

Permettez-moi de faire cette brève mise au point avant de commencer nos débats et de commencer la mise au point avec deux caveat. Renforcer la défense européenne n'est évidemment pas la seule réponse à la situation conflictuelle que nous connaissons

aujourd'hui. Au demeurant, il n'y a pas de politique de défense qui tienne ex nihilo : elles sont toutes accrochées à une diplomatie, elles sont toutes encadrées dans un cadre politique plus général, dont elles font partie intégrante. Mais dans ce panel, nous allons placer l'accent plus particulièrement sur les questions politico-militaires, et donc envisager cette montée en puissance de la défense européenne. Au demeurant, et vous l'avez compris, la question est beaucoup plus vaste, je crois que c'est mon ami et collègue Stéphane Mund qui l'a évoqué brièvement tout à l'heure : outre la relation euro-russe, la relation euro-ukrainienne et la relation Ukraine-Russie, il y a aussi le fait qu'une bonne partie de la planète n'approuve pas la position occidentale.

Cela peut être pour nous difficile à comprendre, il y a vraisemblablement toute une série d'arguments derrière tout cela, dont certains seulement sont liés à l'agression russe, mais nous avons tous bien compris que le défi diplomatique de demain va être de rétablir la confiance entre l'Europe et toute cette partie du monde qu'on appelle de manière fort inappropriée le « Global South » parce que dans ce « Global South » il n'y a pas vraiment de pays qui ressemble à un autre, mais c'est une appellation générique qui nous permet de désigner toute cette masse de pays latino-américains, africains, moyen-orientaux, asiatiques qui ont refusé purement et simplement de condamner l'agression russe sur l'Ukraine.

L'histoire est tragique

Ce n'est donc pas seulement une matière de défense, mais la matière de défense sera préminente pour notre débat ici. Cette attaque russe sur l'Ukraine nous a remis à tous en mémoire que l'histoire est tragique. On l'avait fortement oublié en Europe, du fait de cette longue période de paix qui a suivi la fin de la guerre froide, et qui nous a permis de croire, probablement avec naïveté, que les choses étaient réglées et qu'on allait pouvoir s'orienter vers une période beaucoup plus calme et sereine. Mais l'histoire est tragique et se charge de nous le rappeler de manière violente : l'Union européenne, à son tour, a été violemment secouée par ce retour d'une guerre de haute intensité, comme les appellent les militaires, sur le continent européen en lui-même. La question de la défense européenne est évidemment très proche de ce qu'on appelle le concept d'autonomie stratégique. Nos orateurs auront l'occasion d'en parler. Nous ne pourrions aborder malheureusement – et c'est la raison de mon caveat – toute la problématique de l'autonomie stratégique, parce que c'est un fait certain qu'elle n'est pas seulement de nature politico-militaire : elle concerne également les matières industrielles, la recherche scientifique, tout ce qui concerne l'intelligence artificielle et la numérisation de nos économies, la santé aussi, avec les leçons que nous avons tirées de la crise sanitaire du covid. Le principe de l'autonomie stratégique de l'Europe est donc quelque chose de très vaste, que nous n'aborderons que de manière partielle aujourd'hui avec les questions politico-militaires.

Augmentation de la défense européenne, augmentation de l'autonomie stratégique de l'Europe, grand point d'interrogation, et vous l'avez tous compris : le point d'interrogation ne se porte pas tellement sur la question de savoir s'il faut dire oui ou non, car c'est un fait certain, il faudra envisager une augmentation de la défense européenne et une augmentation de notre autonomie stratégique. La question qui se posera et qui se pose dès à présent à nos orateurs est de savoir comment, pourquoi, dans quelles conditions ? Cela, c'est en fait la vraie question de cette table ronde. Le conflit en Ukraine, je vous l'ai dit, a précipité pour l'Union européenne une série de mesures qui concernent notre défense. Précisons d'abord bien, pour ceux qui ne sont pas trop familiers de ces matières, que la défense européenne et la défense de l'Europe, ce n'est pas la même chose. La défense de l'Europe, c'est la défense du continent européen, qui se fait de nos jours en ordre principal via l'Alliance atlantique. La défense européenne, c'est toute cette politique qu'on appelle la PSDC (Politique de Sécurité et de Défense Commune) et qui est exercée en grande partie en-dehors du territoire de l'Union européenne. Il se peut, ce n'est pas du tout impossible, que les événements actuels et ceux qui vont continuer de se produire dans les mois et années à venir, amènent à reconsidérer toute cette différence entre défense européenne et défense de l'Europe. Nous aurons l'occasion d'en parler. Mais une chose est certaine : l'Union européenne, pour une fois – et je crois qu'il faut vraiment le signaler – a fait un travail tout à fait remarquable –, a réussi de manière unie et rapide à prendre trois types de mesures. D'une part des sanctions économiques contre la Russie, d'autre part une réduction de nos importations d'hydrocarbures en provenance de Russie, et troisièmement une aide substantielle à l'Ukraine, relativement vite. Toute cela en évitant d'entrer dans une spirale qui nous verrait devenir belligérants contre la Russie. Même si indirectement, c'est un fait, le conflit est bien présent, nous ne sommes pas techniquement en guerre contre la Russie, et c'est la même position qui a été adoptée par la Grande-Bretagne, par les États-Unis, par le Canada, et par l'OTAN en général.

Comment allons-nous tenir sur le long terme ?

Le problème de cette aide massive que l'Union européenne a apportée à l'Ukraine – et là aussi l'aide n'a pas été que militaire, elle a été diplomatique, elle a été humanitaire, elle a été personnelle pour les questions de migration –, tout le problème, maintenant, ça va être le long terme. Comment allons-nous réussir à tenir cette aide au long terme, alors que de toute évidence, le conflit en Ukraine n'est pas terminé, loin de là ? On voit même que, pour l'instant, la situation militaire des Ukrainiens est pour le moins délicate. Le long terme d'une part, la cohérence transatlantique d'autre part, et une autre question que nos orateurs vont aborder : cette cohérence transatlantique qui risque d'être mise à mal, si nous avons aux États-Unis, à la suite des élections qui auront lieu dans quelques mois, un retour du Président Trump. Il n'y a pas de certitude, mais on sait déjà, par certaines de ses déclarations, qu'il ne faut pas s'attendre à une continuation de la politique actuelle. Et ne braquons pas tout sur le Président Trump, car il y a aux États-Unis une profonde modification de la sociologie politique : se trouvent aujourd'hui présents sur le Capitole des nouveaux représentants, sénateurs et députés américains, qui n'ont pas connu

la guerre froide, qui ne connaissent pas l'importance du lien entre les États-Unis et l'Europe, qui connaissent encore moins l'Union européenne, et tout cela fait que nous devons nous attendre, dans les années à venir, à une autre forme d'analyse politique de la part de Washington. Mais cette cohérence transatlantique, il faudra pouvoir l'assurer si nous voulons aider l'Ukraine d'une manière efficace.

Sur le plan de l'autonomie stratégique européenne, nous avons là aussi un volet défense européenne et un volet aide à l'Ukraine. Qu'est-ce que ça signifie, la stratégie de l'autonomie européenne ? Est-ce que ça signifie que nous allons construire la défense européenne en nous coupant des États-Unis ? En renonçant à l'OTAN ? Ou bien est-ce que ce sont les États-Unis qui vont se retirer de l'OTAN et laissant la place aux Européens ? Ou bien est-ce qu'il y a au contraire une volonté d'aller en direction de ce qu'on a appelé depuis toujours le « pilier européen » de l'OTAN ? Voilà autant de questions qui seront posées à nos orateurs.

Si on parle de défense – et ce sont mes deux derniers points –, on parle de capacités de défense et on parle d'industrie de défense. La capacité de défense est directement en lien avec l'aide à l'Ukraine. On a vu qu'une série d'entreprises européennes de la Défense se sont activées pour augmenter le rythme de travail. Est-ce que ce sera suffisant ? Les besoins de l'Ukraine, c'est hic et nunc. On ne va pas leur dire : « On va vous fournir des obus dans 3 ans et demi ». C'est maintenant qu'il les leur faut ! Comment ? Comment pouvons-nous, en tant qu'Union européenne, intervenir seuls, ou avec d'autres alliés, dans cette problématique ? De même, l'industrie de la défense européenne doit être harmonisée. Elle est pour l'instant extrêmement abondante, mais d'une manière inefficace par rapport aux Américains. Là où les Américains produisent un char d'assaut lourd, nous en produisons neuf. Il faudra un jour remettre tout ça à plat, et ce jour, ce pourrait être maintenant, puisqu'il y a une demande urgente qui nous est adressée. Autant de questions que je poserai à nos orateurs, avec encore une dernière, parce que j'ai entendu tout à l'heure qu'elle était mentionnée, et je crois qu'il est important de l'évoquer, c'est la donne nucléaire. Nous sommes dans une situation conflictuelle, avec en face de nous un pays qui est détenteur de l'arme nucléaire. C'est une caractéristique très particulière à ce qu'on dit, mais néanmoins, ce qu'on entend la plupart du temps dans les médias, c'est du grand n'importe quoi, parce que c'est abordé par des gens qui ne connaissent pas les principes de la dissuasion nucléaire et tout ce qui s'ensuit. J'aurais donc l'occasion, tout à l'heure, de demander à deux de nos orateurs, qui a beaucoup travaillé sur le sujet, de bien vouloir faire quelques commentaires à ce sujet.

Présentation des orateurs

Mais pour en venir à ces orateurs, permettez-moi de vous les présenter dans leur ordre d'intervention.

D'abord le Général Dominique Trinquant, et au nom du Général, je vous prie de l'excuser s'il doit nous quitter un peu plus tôt, parce que le train vers Paris, c'est lui ! On fera donc tout pour essayer qu'il participe au maximum à cette session.

Le Général Trinquant, qui a été le chef de la mission militaire de la délégation française auprès des Nations-Unies, est évidemment bien placé pour faire un commentaire sur ces questions de défense européenne, singulièrement dans le cadre de la situation ukrainienne, mais également dans le cadre de la stratégie d'autonomie. Le Général est d'ailleurs également un grand pédagogue, qui intervient fréquemment dans de nombreux médias. Il est lui-même auteur de plusieurs livres en tant qu'essayiste, et c'est une figure bien connue par ceux qui regardent les médias, singulièrement les médias français.

Après le Général, nous aurons une militaire encore, mais une militaire belge : la Commandante d'aviation Estelle Hoorickx, qui partage cette double caractéristique d'être à la fois une militaire opérationnelle, puisqu'elle a même commandé des unités sur le terrain en Afghanistan et au Pakistan, et en même temps d'être une chercheuse très pointue dans le Centre d'études de Sécurité et de Défense (CESD), spécialiste des questions relatives à l'OTAN et à la relation euro-atlantique. Vous voyez de suite tout l'intérêt qu'il y a à l'écouter à ce propos.

Et puisque nous parlons d'alliance atlantique, directement à mes côtés, quelqu'un que j'ai bien connu quand moi-même j'étais l'Ambassadeur de Belgique auprès de l'OTAN : Camille Grand, ancien adjoint du Secrétaire général pour l'investissement de défense à l'OTAN, qui connaît bien l'OTAN de l'intérieur et qui pourra nous parler de son expérience, mais qui est également quelqu'un qui connaît très bien l'Europe et les questions de défense européenne, puisqu'il est chercheur spécialiste des questions de défense au Conseil européen des relations internationales.

A ma gauche, le docteur Sven Biscop, que je connais depuis toujours. Sven est également quelqu'un de bien connu, de même que son voisin Alexander Mattelaer : ce sont les deux académiques belges qui interviennent le plus dans la presse sur les questions stratégiques, les questions politico-militaires. Je voudrais les en remercier, parce que ce n'est pas un travail simple. Nous n'avons pas un pays très marqué par la culture de sécurité et de défense, et Sven et Alexandre sont deux académiques qui font un travail pédagogique tout à fait remarquable dans la presse belge. Sven est professeur à l'Université de Gand, il est docteur en sciences politiques et il est directeur du programme mondial « L'Europe dans le monde » à l'Institut Royal des Relations Internationales, qu'on appelle l'Institut Egmont, et qui est le think tank des Affaires étrangères.

Quant au Professeur Alexander Mattelaer, c'est un de nos spécialistes pour les questions nucléaires cet après-midi. Alexander est professeur associé à la VUB, il est également docteur en sciences politiques, Senior Research Fellow, à l'Institut Egmont dont nous venons de parler. Panel remarquable, des experts de haut niveau, je suis certain que vous aurez à cœur de les écouter et de poser vos questions après leurs interventions, et j'invite directement le Général Trinquant à prendre la parole. Mon Général, je vous en prie !



GÉNÉRAL DOMINIQUE TRINQUANT

Spécialiste des relations internationales, essayiste, consultant sur LCI, ancien chef de mission militaire de la délégation française auprès des Nations Unies

Merci beaucoup, et merci beaucoup pour l'invitation. Vous me permettez, pour répondre un petit peu à la question qui est posée, d'introduire mon propos par la plus vieille langue européenne « *Si vis pacem, para bellum* » - je traduis : « Si tu veux la paix, prépare la guerre ». Nous l'avons un peu oublié, et l'ayant un peu oublié, nous nous sommes retrouvés en guerre.

Poutine a intérêt à entretenir la guerre

Je prends exprès le terme de « Nous sommes en guerre », parce qu'il faut d'abord rappeler que c'est la guerre de Poutine, qui l'a déclenchée, mais qu'est-ce que la guerre ? La guerre, aujourd'hui, ce n'est pas seulement recevoir des obus : c'est une guerre multidimensionnelle, multi-milieu, qui comporte donc la marine, l'armée de terre, l'armée de l'air, l'espace - le cyberspace - et la communication. Et quand je dis que nous sommes en guerre, c'est parce que dans le cyber et la communication, nous sommes en guerre sur nos territoires, en Belgique, en France et dans le reste de l'Europe. Je reprendrai également une expression qui a été utilisée très tôt, une expression du président Macron qui disait que l'OTAN était en état de mort cérébrale. Mais c'était vrai ! Et la fameuse démonstration de Kaboul en était une démonstration évidente : qu'est-ce que l'OTAN était allé faire à Kaboul ? Son retrait, c'est le moins qu'on puisse dire, n'a pas été brillant, mais merci Monsieur Poutine, car il a ressuscité l'OTAN ! Et donc l'OTAN est présent, se renforce et assure son rôle, qui est la défense de l'Europe avec nos amis et alliés américains et canadiens.

Mais nous nous trouvons aujourd'hui devant deux problèmes, et là je parle de l'immédiat. Pourquoi ? Parce que la guerre de Monsieur Poutine - et je me réfère à la table ronde précédente - n'est pas prête de se terminer. Poutine a intérêt à entretenir la guerre sous toutes les formes possibles que j'ai décrites. Pourquoi ? Parce que ceci permet de renforcer son régime, permet de tenir son régime, et dans cette optique, une guerre, qu'elle soit de haute intensité, de basse intensité ou dans d'autres domaines, est pour lui un avantage qui lui permet de tenir son pays et de mener à bien les projets qu'il fixe pour son pays. Mais ça veut dire qu'on est face à des questions à la fois de court terme et de long terme.

Je vais aborder le court terme avant de parler de la défense de l'Europe par les Européens. Le court terme c'est quoi ? (et là aussi, je me réfère à une déclaration du Président de la République Emmanuel Macron, il n'y a pas très longtemps, et qui avait insisté sur le sujet dans un article dans *The Economist* à propos de la percée russe). Le court terme, c'est cela : que se passe-t-il s'il y a une percée russe et que les Ukrainiens demandent notre aide ? S'ils ne nous demandent pas simplement de continuer à nous envoyer un chèque et des munitions, mais qu'ils nous demandent de venir les aider parce que Kiev est menacé ? J'imagine le pire, je n'y crois pas, mais on doit se poser cette question. Cela, ce sont les questions qu'on doit se poser à court terme, et lorsque le Président de la République en parle, il ne dit pas qu'il a réglé la question, il ne dit pas ce qu'il va faire, il dit simplement : « Posons-nous la question maintenant, parce que, quand la percée arrivera, ce sera trop tard ». Dans l'armée, on a d'ailleurs l'habitude de dire qu'il faut tout planifier, surtout le pire.

Les Européens doivent-ils se demander tous les 4 ans pour qui vont voter les électeurs américains du Nord Dakota ?

La deuxième question qu'on a à se poser, cela a déjà été évoqué, ce sont les élections américaines. Je dirais plus globalement : est-ce que les Européens doivent se demander tous les quatre ans pour qui vont voter les électeurs américains du Nord Dakota ? Cela ne me semble pas très raisonnable. Donc sur ces deux questions, qui sont des questions de court terme, de 2024, nous devons arriver à prendre notre destin en main. Qu'on soit bien d'accord, il ne s'agit pas du tout de quitter l'OTAN, de se séparer des Américains, etc. mais de se prémunir devant des mouvements qui ne dépendent pas de nous, mais des autres : de la Russie pour la percée, des Américains pour leurs élections.

Et comme cela a bien été évoqué lors de la présentation, on a deux sujets importants. D'une part la défense, l'organisation des armées au sens large : en France, on a un commandement du cyber, on a un commandement de l'espace, on a maintenant un réseau d'influence dans les armées pour peser contre le réseau d'influence russe. D'autre part, l'organisation des outils.

Et je voudrais revenir sur quelques miracles qui se sont passés depuis le 24 février 2022. Vous vous souvenez peut-être, pour ceux qui suivent un peu l'Europe de près, de la Facilité européenne de paix. On en a discuté pendant des mois et des mois, un peu comme à Constantinople sur le sexe des anges : est-ce qu'on peut utiliser de l'armement létal, est-ce qu'on peut acheter de l'armement létal ou pas ? Et à l'époque, ce programme, la Facilité européenne de paix, était essentiellement prévu pour équiper des contingents africains. Moi, je travaillais beaucoup sur l'Afrique, et je trouvais extraordinaire qu'on ait le droit de livrer des treillis, mais surtout pas d'armes. Une armée sans armes, il faudra m'expliquer ce qu'elle fait...

Ce sujet de la Facilité européenne de paix était bloqué jusqu'au 24. Le 27, trois jours plus tard, l'Europe décide de prendre 5 milliards de la Facilité européenne de paix pour acheter de l'armement létal. On voit donc bien que quand il y a une crise, l'Europe se

réveille. Elle s'est réveillée, on l'a vu, à propos de la crise COVID, alors que la santé n'était pas dans le périmètre de l'Union européenne. De même, la Défense n'est pas vraiment dans le périmètre européen, mais elle commence à agir, je le disais, avec la Facilité européenne de paix, mais aussi avec le Fond Européen de défense : avec un certain nombre d'instruments qui permettent aujourd'hui à l'Europe de prendre, au niveau européen, des décisions pour organiser les choses et pour s'équiper – je parle là des équipements militaires en particulier.

L'industrie européenne de l'armement se remet en marche

J'ajoute une petite chose concernant le Fond européen de défense : il n'y a sûrement pas assez d'argent, mais très intelligemment, on a demandé à trois sociétés (des PME de préférence) de trois pays différents de s'associer pour proposer un projet, et ensuite, l'Europe met de l'argent dans l'innovation. Cela, c'est intelligent, parce j'ai travaillé pendant 12 ans dans une société liée à l'armement en France, et de plus en plus, je m'apercevais qu'il y avait beaucoup de problèmes qui venaient des industriels, qui ne voulaient pas s'entendre entre eux. Ainsi, – je vais citer le plus gros chez nous – Dassault n'a pas envie de partager le gâteau avec d'autres : il fabrique le Rafale, et il trouve ça très bien. Pourquoi devrait-il s'associer avec d'autres ? Dans ce domaine-là, finalement, on a réussi à se mettre d'accord avec les Allemands, ça a pris un peu de temps, mais sur le char et sur l'avion on a réussi à le faire.



Le Rafale, le « gâteau » que Dassault ne veut pas partager en collaborant avec d'autres constructeurs européens.

Mais pour revenir à la Belgique par exemple, Herstal est en train de finaliser un accord avec une société française pour faire des munitions de petits calibres. Cockerill est en train de passer un accord avec Arcus sur les blindés entre les tourelles et les caisses. Tous ces projets sont des projets qui, je pense, auraient eu beaucoup de mal à voir le jour s'il n'y avait pas eu ce sujet urgent à nos frontières. Et l'Europe doit continuer sur cette lancée. Je reviens sur les obus : on en parlait tout à l'heure, comment arriver à mettre un million d'obus à disposition de l'Ukraine ? Et puis il y a eu cette idée du Président tchèque, ancien chef d'état-major de l'armée tchèque et président du Comité militaire de l'OTAN, qui dit « Écoutez, on ne va pas y arriver, donc mettez de l'argent, et moi je vais aller vous chercher des obus ailleurs ». Avec le problème dont on ne parle pas souvent, parce que sur les plateaux télévisés, on ne veut pas embêter les gens avec des problèmes techniques, mais que la fabrication en Europe, c'est du 155, or les Ukrainiens ont besoin de 122 et de 152 aussi, parce qu'ils ont beaucoup de pièces d'origine soviétique. Donc il y a une accélération dans ces domaines d'armement.

Le deuxième sujet, pour ne pas être trop long, c'est celui de l'organisation des forces armées. Et là, je prie tous les Européens d'oublier tout de suite l'idée d'une armée européenne. J'ai été beaucoup formé chez les Britanniques, et je peux vous dire que quand vous parlez d'armée européenne, c'est Brexit immédiat ! Donc, on ne parle pas d'armée européenne : on parle d'une organisation des armées européennes pour arriver à combattre ensemble. Quels sont les meilleurs pour faire ça ? C'est l'OTAN. J'ai aussi beaucoup travaillé à l'OTAN, sur les normes OTAN, sur les procédures OTAN. Au passage, petit trait d'humour : les Américains ne les appliquent pas beaucoup, mais les Européens ne pratiquent que les normes OTAN, et donc on ne va pas les réinventer. Le pilier européen de l'OTAN se renforce donc aujourd'hui, et pour répondre à Monsieur Trump, qui disait encore très récemment « *Si les Européens ne paient pas, moi je ne vais pas payer pour eux* », maintenant les Européens payent, et encore une fois ils ont vécu les dividendes de la paix où pendant vingt ans, peut-être trente, ils ont oublié de payer. Je vous donne simplement le budget français de la Défense : le PIB est éminemment variable, puisque vous savez que c'est en fonction de la production nationale, mais la France atteint les 2%. Avant 1990, elle était à 4,5%. Et je ne parle pas de l'époque de la guerre d'Algérie, où elle était à 7,5% ! On voit donc bien la dégringolade qu'il y a eu. On est en train de remonter, tous les pays européens sont en train de remonter, et les pays européens se renforcent au sein de l'OTAN grâce à cette prise de conscience. Et tout ce qui profite, au sein de l'OTAN, aux pays européens, profite indirectement à la capacité européenne de se défendre.

Le problème, ensuite, est un problème d'organisation. Je laisserai parler du problème de la dissuasion nucléaire les spécialistes de cette question, sachant que, vous l'avez tous entendu, le Président de la République a émis des propositions sur ce sujet-là. Tout le monde a cru découvrir quelque chose de nouveau, alors que maintenant, heureusement, on ressort des déclarations du Général de Gaulle, du Président Pompidou, de Giscard, de Mitterrand, etc. sur ce sujet-là. Il n'y a donc pas vraiment de nouveauté. Mais cela doit être intégré dans cette capacité des Européens de se défendre, de se prémunir

devant les surprises stratégiques qui peuvent arriver sur le terrain, avec la Russie, et de la surprise stratégique que pourrait être – je ne dis pas que ça arrivera – d'une part l'élection du président Trump, de l'autre d'un président Trump qui continue à dire « *Make America great again only in America* ».

Grâce à Poutine, l'Europe entre dans une ère de transformation magistrale

Je pense qu'aujourd'hui, l'Europe est en train de réaliser, grâce à Monsieur Poutine – ou à cause, devrais-je dire, de Monsieur Poutine –, que nous sommes rentrés dans une ère de transformation magistrale où, contrairement à ce que pensait Francis Fukuyama dans les années 1990, la vie n'est pas un long fleuve tranquille, le libéralisme et la démocratie n'ont pas gagné. En revanche, nous devons nous convaincre nous-mêmes – et je reprends une citation issue de la vieille Europe, de Thucydide, avant les Romains, qui disait que la Défense ne dépendait pas des vaisseaux ni des murailles, mais du caractère des citoyens – et là, on a un gros travail à faire pour qu'un certain nombre de nos citoyens ne gobent pas la propagande à laquelle ils sont soumis en permanence. Il faut qu'ils soient persuadés, et nous Européens il faut que nous en soyons persuadés, que l'Europe est une zone de développement, de démocratie, de règne de l'État de droit absolument exceptionnelle. La meilleure preuve, c'est qu'il y a beaucoup de pays qui veulent rejoindre l'Europe. Regardez l'Arménie, regardez les Balkans, regardez la Moldavie. Cela prouve bien qu'il y a une force d'attraction de l'Europe, et je pense qu'au lieu de rêver d'étendre la démocratie, y compris par les armes, comme on a voulu le faire en Afghanistan par exemple, il faut être plus attrayants, pour que notre modèle profite au reste du monde. Cela va prendre du temps, mais c'est d'abord notre Défense qu'il faut organiser, entre Européens, pour essayer de se prémunir face aux risques stratégiques qui nous guettent, mais qui sont déjà en cours.

Je vous remercie.

François de Kerchove d'Exaerde :

Merci beaucoup, mon général. Vous avez abordé beaucoup de sujets dans cette excellente présentation. Dont l'un va être maintenant développé de manière plus précise, à savoir l'articulation entre cette défense européenne et l'alliance atlantique. Et pour cela, je passe directement la parole à la Commandant Hoorick.



ESTELLE HOORICKX

Commandante d'aviation, Docteure en histoire contemporaine, chercheuse au Centre d'Etudes de Sécurité et de Défense (CESD), spécialiste de l'OTAN et de la relation euro-atlantique

Monsieur l'Ambassadeur,

Excellence,

Général,

Mesdames, Messieurs,

Permettez-moi de vous remercier pour votre invitation à partager quelques réflexions sur un sujet crucial, celui de la guerre en Ukraine et ses répercussions sur la défense européenne. C'est un honneur pour moi.

Je précise d'emblée que je m'exprime en mon nom propre et non en celui de la Défense, pour laquelle je travaille actuellement.

Faut-il renforcer la défense européenne et l'autonomie stratégique ? Si oui, comment ? Et quid du pilier européen dans l'OTAN ? Vastes questions, auxquelles il sera difficile de répondre en si peu de temps. Je vais néanmoins essayer de le faire en gardant à l'esprit que, comme l'a justement rappelé le Général Trinquant, il convient d'être toujours en mesure de tout planifier, surtout le pire.

Une attaque contre les pays de l'OTAN d'ici 5 à 8 ans

Comme cela a été bien expliqué par les intervenants précédents, tant que Vladimir Poutine sera au pouvoir, la guerre en Ukraine devrait se poursuivre et s'intensifier. S'il gagne cette guerre, la Moldavie, la Géorgie et les États baltes seront vraisemblablement les cibles privilégiées du Kremlin, soit de manière directe, soit via des attaques hybrides (telles que des cyberattaques, des campagnes de propagande et de désinformation ainsi que des attaques sur les infrastructures critiques), dont les effets toujours plus sévères pourront être létaux. Depuis 2016, l'OTAN considère d'ailleurs que les attaques hybrides sont à envisager dans certains cas comme des attaques armées, pouvant donc entraîner l'invocation de l'article 5.

Tant que Vladimir Poutine restera au pouvoir - et comme l'a souligné la professeure Spetschinsky, même dans l'immédiat « après Poutine », le régime du Kremlin n'a pratiquement aucune chance de s'adoucir. De plus il est tout à fait plausible que la Russie vise une victoire décisive en Ukraine à brève échéance, sans doute avant 2025, année où ses équipements militaires devront de toute manière être renouvelés ou faire l'objet d'une sérieuse maintenance.



L'OTAN estime que les attaques hybrides vont devenir létales

La Chine pourrait être en capacité d'envahir Taïwan en 2027

Or, si la Russie venait à gagner la guerre contre l'Ukraine d'ici 2025, certaines analyses estiment que Moscou serait en mesure de régénérer son arsenal militaire en 2 ans, et de disposer ainsi d'une puissance militaire considérable, capable de soutenir un engagement majeur dans la durée, qui n'épargnerait sans doute pas les pays européens (Wolf, 2024). Le ministre allemand de la Défense Boris Pistorius estime en tout cas probable une attaque contre un pays de l'OTAN d'ici 5 à 8 ans, à un moment où les États-Unis seront vraisemblablement contraints de redéployer leurs forces du théâtre européen vers l'Indo-Pacifique. En effet, selon certaines analyses, la Chine pourrait être en capacité d'envahir Taïwan en 2027, année du centenaire de son armée populaire de libération. Or, si un tel scénario devait se confirmer, les forces américaines ne seraient pas en mesure de l'emporter sur deux fronts simultanés face à de grandes puissances. Le Pentagone serait dès lors bientôt obligé d'effectuer un redéploiement majeur de ses forces actuellement en Europe, pour concentrer la majorité de ses moyens militaires en Indo-Pacifique, qui constitue, rappelons-le, sa première priorité stratégique depuis 2011 (Brugier, 2023).

Les Européens sont donc confrontés à une double échéance pour garantir la défense du territoire européen, appelée aussi défense de l'Europe. Premièrement, ces deux prochaines années, les Européens devront redoubler leur aide à l'Ukraine pour les empêcher de perdre la guerre, voire dans le meilleur des cas, leur permettre de la gagner. Cet objectif n'est pas irréalisable, mais demande une réelle volonté politique de la part des Européens, d'autant plus que le soutien des États-Unis pourrait s'affaiblir pour des raisons de politique intérieure que nous connaissons tous.

Deuxième échéance, les Européens devraient, selon moi, être en mesure d'assurer l'essentiel du soutien militaire occidental à l'Ukraine, et plus largement de garantir la défense de l'Europe contre la Russie d'ici 2027, année charnière pour les États-Unis en Indo-Pacifique. N'oublions pas non plus qu'en cas de crise majeure au Moyen-Orient ou en Afrique, même si cette dernière implique la Russie ou la Chine, les Européens devront également être en mesure de faire face sans être trop tributaires du leadership américain. En d'autres termes, le retour d'une guerre de haute intensité sur le continent européen et l'accélération du désintérêt américain pour le lien transatlantique au profit du lien transpacifique doivent être l'occasion de renforcer l'autonomie stratégique de l'Union européenne en matière de sécurité et de défense, et par là même de solidifier ce que certains appellent le pilier européen de l'OTAN. Ces deux concepts ne font néanmoins pas l'unanimité, ni auprès des États-membres ni au sein de l'Alliance atlantique. Certains pays européens, en particulier les pays limitrophes de la Russie, ne sont en effet pas favorables à l'idée d'une autonomie stratégique européenne, parce qu'ils y voient une volonté de se soustraire à l'influence de l'Alliance atlantique, et donc des Américains, dont ils ont un besoin crucial pour assurer leur sécurité.

Le pilier européen de l'OTAN

Le concept de pilier européen de l'OTAN suscite également une certaine méfiance de la part de pays comme le Canada, le Royaume-Uni ou la Norvège, qui se demandent à juste titre si l'adjectif « européen » qualifie uniquement l'Union européenne ou s'il définit plus largement tous les alliés européens, membres ou non de l'Union européenne. Quid aussi de la Turquie, dès lors que la question turco-chyprite n'est pas réglée ?

Rien d'étonnant en tout cas à ce que le terme « pilier européen de l'OTAN » n'apparaisse ni dans la boussole stratégique de l'Union européenne ni dans le dernier concept de stratégie de l'OTAN. En guise de compromis, et sans doute aussi pour rassurer les Américains, l'OTAN et l'Union européenne préconisent, je cite, « une défense européenne plus forte et plus performante qui contribue réellement à la sécurité transatlantique et mondiale et qui soit complémentaire et interopérable [avec l'Alliance atlantique] » (OTAN, 2022). Vu sous cet angle, la défense européenne n'a donc pas vocation à se substituer à l'OTAN, qui reste la pierre angulaire de la défense européenne, comme cela a déjà été rappelé aujourd'hui.

La défense européenne est en quelque sorte la boîte à outils dont disposent les États-membres pour défendre leurs propres intérêts sécuritaires au-delà de leurs frontières, mais également pour garantir la défense de l'Europe. Les accords de Berlin Plus, qui permettent à l'Alliance atlantique de soutenir des opérations dirigées par l'Union européenne dans lesquelles les pays de l'alliance ne sont pas tous engagés, constituent d'ailleurs une base de départ pour régler les rapports entre l'OTAN et le volet défense de l'Union européenne, même s'ils s'avèrent difficile à appliquer tant pour des raisons politiques que pratiques.

Face au contexte international, il est donc urgent que les États-membres de l'Union

européenne se dotent d'une défense européenne efficace et suffisamment autonome, non seulement pour continuer à défendre les intérêts propres de l'Union européenne au-delà de leurs frontières – comme ils le font déjà depuis 20 ans dans le cadre de la politique de sécurité et de défense commune –, mais également et surtout pour être en mesure de contribuer à la défense de l'Europe de manière autonome, même en cas de restriction sévère de la disponibilité des capacités américaines.

Les Américains fournissent environ 70% des équipements critiques de l'OTAN

Depuis 75 ans, faut-il le rappeler, la défense de l'Europe est exclusivement garantie par l'OTAN, et donc aussi essentiellement par les Américains, qui assurent à eux seuls près des deux tiers des dépenses de défense de l'ensemble des pays de l'OTAN, et qui, surtout, fournissent environ 70% des équipements critiques de l'OTAN, tels que les moyens de renseignement, de surveillance et de reconnaissance, le ravitaillement en vol, la défense antimissile balistique ou encore les moyens aériens de guerre électromagnétique.



L'OTAN

Face au retour d'une guerre de haute intensité en Europe, à celui tout aussi possible de Donald Trump à la Maison Blanche, mais surtout face au pivot asiatique des États-Unis, il est donc urgent que l'Europe communautaire soit capable d'assurer la défense de l'Union à l'intérieur de ses propres frontières.

Cette défense de l'Europe passe par un soutien militaire efficace à l'Ukraine, mais également par la capacité des Européens à maintenir une première ligne de protection crédible et rapidement disponible pour assurer la défense du territoire européen, et ce même en l'absence des capacités américaines. C'est en tout cas ce que prévoit le nouveau modèle de force qui a été approuvé lors du dernier sommet de l'OTAN en juin dernier.

L'alliance atlantique a en effet décidé de faire passer sa force de réaction rapide (NATO Response Force – NRF) de 40.000 à 800.000 militaires disponibles sous trois mois, qui seront répartis selon des plans régionaux de défense du territoire allié. Les pays qui ne seront pas en mesure d'exécuter ces plans feront donc peser un risque non seulement sur leur propre population mais également sur les autres pays de l'Alliance.

Les Etats membres de l'Europe peuvent aligner 1,3 million de militaires d'active contre 1,1 million pour la Russie

À l'heure actuelle, les États-membres ne disposent pas des ressources nécessaires pour mener sans les Américains une guerre de haute intensité, même face à un pays tel que la Russie, que ce soit individuellement ou collectivement. Ceci peut sembler paradoxal, quand on sait que les budgets cumulés des États-membres sont trois fois supérieurs au budget de défense de la Russie, et ce malgré l'augmentation de 24% de son budget de défense en 2023 par rapport à 2022. En outre, les États-membres possèdent ensemble plus de militaires que la Russie : 1,3 million de militaires d'active pour les 23 pays de l'Union européenne également membres de l'OTAN contre 1,1 million pour la Russie. Les Européens possèdent également plus d'avions de combats (+2000), plus de chars (+4000) et bien plus encore de navires de guerre (+180) que la Russie (Perruche, 2023). En réalité, le gros souci des Européens est qu'ils manquent actuellement des instruments nécessaires – capacité de commandement et de contrôle, moyens de renseignements, de surveillance et de reconnaissance, capacité logistique et munitions suffisantes – pour combattre de manière efficace et autonome.

En définitive, la question, pour les Européens, n'est pas seulement d'augmenter leurs dépenses de défense, mais surtout de faire en sorte que d'ici cinq ans, la palette de leurs capacités militaires soit suffisamment large et complète pour leur permettre de faire face à tous les scénarios possibles, y compris celui où aucun soldat américain n'interviendrait. Dans le contexte actuel, la masse importe également. En termes de chiffres, l'institut Kiel prévient en effet que si les États-Unis devaient réduire leur aide à l'Ukraine à zéro sur le long terme, ce qui n'est pas impossible, l'Europe devrait doubler son armée militaire actuelle pour pouvoir combler ce manque (Kiel, 2024).

L'armée française, première puissance militaire de l'UE, ne pourrait soutenir plus d'une semaine une attaque de haute intensité de type Ukraine

D'après l'actuel chef d'État-major des armées françaises, l'armée française – qui est, soyons-en conscients, la première puissance militaire de l'Union européenne – n'aurait pas les capacités de soutenir plus d'une semaine une opération de haute intensité de type Ukraine, et le constat n'est apparemment pas meilleur du côté de Londres. Le chef d'État-major adjoint des armées britanniques a en effet déclaré que l'armée britannique, qui représente le premier budget européen en matière de dépenses de défense, ne tiendrait pas plus de deux mois si elle devait faire face à une guerre de grande ampleur.

Sur papier, les Européens disposent pourtant des atouts nécessaires pour rester maîtres de leur destin. La défense européenne, c'est en effet des effectifs militaires importants, des équipements en nombre, un petit État-major militaire, une capacité d'agir au plan juridique, des technologies de pointe, 18 missions et opérations de sécurité à travers le monde, dont 7 militaires. Enfin, c'est également, au niveau institutionnel, un leadership et une volonté politique de défendre les intérêts de l'Union. Dans cette optique, les efforts des instances européennes en vue d'améliorer la productivité des industries européennes, tout en incitant à une collaboration intra-européenne plus intense, sont à saluer, même si, soyons honnêtes, le niveau d'ambition reste trop faible à ce jour ; ainsi, par exemple, une grande majorité des acquisitions de systèmes d'armes s'effectue toujours dans un cadre strictement national. Last but not least, les acquisitions hors Union européenne (80% environ dont 68 % à la faveur des Américains), restent également trop importantes pour permettre le développement de l'industrie de défense européenne (Jehin, 2024). Or, dans l'éventualité d'un conflit majeur dans la zone Indo-Pacifique, quelles garanties ont les Européens que les équipements commandés à l'industrie américaine ou coréenne seront livrés ?

Selon moi, une défense européenne plus autonome et souveraine est essentielle pour garantir la protection des Européens et la sauvegarde de leurs intérêts sur le long terme, ce qui est d'ailleurs autant à leur avantage qu'à celui des États-Unis.

Trois conditions sont néanmoins nécessaires pour atteindre cet objectif.

La première est politique : il convient d'instaurer une véritable solidarité européenne en matière de sécurité et de défense, avec des objectifs communs au niveau européen qui tiennent compte des besoins spécifiques de chaque État.

La deuxième condition est organisationnelle : il s'agit de passer à une coopération plus intégrée, assurant un leadership à la fois politique et militaire à l'échelle européenne.

Enfin, la troisième condition, de nature opérationnelle, implique d'évaluer les capacités et moyens nécessaires pour une action efficace au niveau européen, à travers un effort coordonné entre les États. Si cette volonté politique est confirmée, les Européens doivent rapidement mettre en place une capacité collective pour planifier et intervenir militairement en cas de désengagement éventuel des États-Unis.

Cette capacité devrait s'appuyer sur des intérêts de défense communs déjà identifiés dans la Boussole stratégique (document stratégique de l'Union européenne) et intégrer des scénarios stratégiques permettant de se préparer à divers types de menaces à l'instar de l'approche adoptée par l'OTAN pendant la guerre froide vis-à-vis du Pacte de Varsovie (Perruche, 2023).

Pour terminer, permettez-moi de citer sans autre commentaire deux Européens convaincus dont les constatations et mises en garde résonnent particulièrement au-delà des années : en 1976, André de Staëcke, premier ambassadeur de la Belgique à l'OTAN, selon qui « *Toutes les tentatives pour parvenir à l'organisation d'une structure européenne de défense se heurtent aux égoïsmes nationaux, à des réticences politiques, et fondamentalement à l'impossibilité de se mettre d'accord sur ce que cette structure pourrait être* ». Et avant lui, Churchill, pour qui « *Il faut prendre l'événement par la main avant qu'il ne vous saisisse à la gorge* ». ⁵

Je vous remercie.

François de Kerchove d'Exaerde :

Merci, Commandant. Vous avez, avec beaucoup d'intelligence et de pédagogie, amené sur le terrain la coopération entre l'OTAN et l'Union Européenne en matière de défense et tout ce que cela peut impliquer à la fois de défis politiques et de défis techniques et militaires. Nous allons plus loin dans cette réflexion, avec quelqu'un qui a passé un certain nombre d'années à l'OTAN, comme un des adjoints du Secrétaire général, plus particulièrement en charge des investissements militaires, et qui pourra exprimer son point de vue à la fois sur la question de l'opérationnalité mais également sur la question des capacités.

5 BIBLIOGRAPHIE :

Camille Brugier et Pierre Haroche, « 2027 : l'année de l'autonomie stratégique européenne » *Le Grand Continent*, 11 avril 2023 (<https://legrandcontinent.eu/fr/2023/04/11/2027-lannee-de-lautonomie-strategique-europeenne/>).

Kiel Institute for the World Economy, *Ukraine Support Tracker*, 2024 (<https://www.ifw-kiel.de/topics/war-against-ukraine/ukraine-support-tracker/>).

Olivier Jehin, « [Verbatim] Le réveil européen en matière de défense, trop lent au goût des industriels », *B2 Pro Le quotidien de l'Europe géopolitique*, 19 avril 2024 (<https://club.bruxelles2.eu/2024/04/verbatim-le-reveil-europeen-en-matiere-de-defense-trop-lent-au-gout-des-industriels/>).

OTAN, « Concept stratégique 2022 de l'OTAN adopté par les chefs d'État et de gouvernement au sommet de Madrid le 29 juin 2022 », 2022, p. 11 (https://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics_210907.htm).

Jean-Paul Perruche, « L'Europe au défi de la puissance militaire » dans Sando Gozi, Dusan Sidjanski et François Saint-Ouen (dir.), *Une défense européenne autonome est-elle encore possible ?*, Genève, Centre de compétences Dusan Sidjanski en études européennes, 2023, p. 88 et 90.

Fabrice Wolf, « Le Kremlin met la Russie sur le Pied de Guerre face à l'Occident », *Meta-Défense*, 22 mars 2024 (<https://meta-defense.fr/2024/03/22/russie-sur-pied-de-guerre-face-europe/>).



CAMILLE GRAND

Chercheur spécialiste des questions de défense au Conseil Européen des Relations Internationales, ancien Secrétaire Général Adjoint pour l'investissement de défense à l'OTAN

Merci au Centre Jean Gol pour son invitation. Je suis vraiment très heureux d'être là aujourd'hui, et de retrouver beaucoup d'amis à la fois dans les panels et dans la salle.

Renforcer la défense de l'Europe aujourd'hui, c'est à la fois une nécessité et, de plus en plus, une évidence. On peut dire que c'est une évidence relative. On entendait parler de l'année 2035 pour arriver à 2% pour la Belgique. Il y a d'autres États membres de l'Alliance atlantique qui sont un peu à la traîne sur ces obligations ou ces engagements, mais il y a la reconnaissance collective et nécessaire qu'on est entrés dans un monde fondamentalement différent, marqué à la fois par le retour de la compétition entre les grandes puissances, le retour de la guerre en Europe, et le bouleversement – et ça va être le fil conducteur de mon intervention – de tous les fondamentaux qui ont nourri notre posture stratégique, notre réflexion stratégique, en tout cas depuis la fin de la guerre froide.

En février 2022, j'étais à l'OTAN et – comme la Ministre le disait tout à l'heure – j'ai un souvenir assez précis d'un coup de fil très matinal ou très nocturne nous rappelant au Conseil de l'Atlantique Nord.

Les Européens, depuis la fin de la guerre froide, croyaient à la paix par le commerce, à l'élargissement de l'Europe, au Projet de paix européen. Quand on regarde la stratégie européenne de sécurité de 2003, par exemple –, on disait « l'Europe est en paix et son voisinage est en paix ». On voit bien aujourd'hui qu'on n'est plus dans cette situation-là, et qu'on est donc obligés, comme Européens, de faire des choix difficiles, portant sur les dépenses militaires, les capacités militaires, le choix des institutions les plus adaptées pour répondre à ces défis ou encore la question nucléaire. Cette adaptation a dû s'opérer sous contrainte. À l'OTAN, elle avait commencé un peu avant février 2022, et à partir de la Crimée on a vu beaucoup de décisions être prises qui ont un peu préparé le terrain à cette adaptation, à l'Union européenne également, Dieu merci, mais on est dans une transformation qui se fait à marche un peu forcée, plutôt le couteau sur la gorge, ou la baïonnette dans les reins, pour transformer de manière assez profonde nos institutions et nos armées afin de répondre au retour de la guerre en Europe.

Pour l'OTAN, les choses ont été relativement plus simples : c'est un retour aux fondamentaux, ce qu'on pourrait appeler l'ADN de l'OTAN, celui de la défense collective. Comment être capables de défendre le territoire de l'Alliance face à toute agression ou à toute escalade « horizontale » du conflit en Ukraine débordant sur le territoire de l'Alliance, tout en cherchant — et ça a été évidemment un des points les plus compliqués à traiter tout au long du conflit depuis deux ans —, à éviter une forme d'escalade qui viendrait des pays de l'Alliance atlantique.

D'où les débats un peu compliqués sur le degré d'assistance souhaitable, qui pour moi ont souvent conduit à prendre les décisions avec six mois de retard, mais qu'on peut expliquer par ce souhait très délibéré d'éviter une forme d'escalade directe avec la Russie, tout en aidant l'Ukraine.

L'OTAN a renforcé sa capacité à défendre les Européens à la fois par une assistance sur les dépenses de défense, mais aussi par un travail solide sur la planification de la défense de l'Europe, avec tout un travail mené par SACEUR et par SHAPE sur les plans pour la défense de l'Europe, mais tout en restant extrêmement prudente dans l'assistance à l'Ukraine. C'est là que l'Union européenne entre en jeu, et je trouve qu'il s'est passé là quelque chose de très intéressant, avec une transformation très profonde de l'Union européenne. Une transformation que je trouve plus profonde et plus fondamentale que la transformation de l'OTAN depuis deux ans.

A l'occasion de cette crise, l'Union Européenne a opéré une transformation vraiment fondamentale

L'Union Européenne a mobilisé la « Facilité de paix » pour créer ce mécanisme de remboursement version Delhaize, une sorte de cashback pour rendre de l'argent aux pays de l'Union Européenne engagés qui faisaient des donations à l'Ukraine. Mais au-delà de cela, qui aurait prédit, il y a deux ou trois ans, que l'Union européenne entraînerait des soldats ukrainiens pour se battre contre des Russes ? Qui aurait prédit, il y a deux ou trois ans, qu'on mobiliserait des outils communautaires, du budget communautaire pour renforcer nos industries d'armement afin de répondre aux besoins de l'Ukraine en guerre ? Il y a là, le crois, une transformation vraiment fondamentale qui touche autant l'OTAN, qui a retrouvé son ADN, que l'Union européenne, qui est en train de modifier son ADN. Après, si on veut porter un jugement un peu plus sévère, on peut dire que cela été lent, parfois douloureux, que chaque Conseil européen a donné lieu à des marchandages difficiles, mais, malgré tout, le mouvement général est là et il est très significatif.

Il est d'autant plus significatif que cette transformation se fait sous contrainte. Et là, je vais faire juste une petite parenthèse sur l'état du conflit en Ukraine et ce que cela veut dire pour nous. Moi, j'essaie de résister à la tentation de suivre l'humeur générale. De la même manière que l'an dernier, quand on parlait de contre-offensive ukrainienne en imaginant une libération immédiate des territoires, je me méfiais un petit peu, je crois qu'aujourd'hui, à la lumière de l'offensive russe, il faut aussi être prudent : l'offensive en cours est certes significative mais mobilise énormément de moyens et n'est pas d'une efficacité incroyable. Depuis le début de l'année 2024, c'est 400 km² qui, de leur point de vue, ont été « libérés » au prix de pertes effroyables, avec plus de 200, presque 270 soldats tués pour chaque km² « libéré », y compris des pertes d'équipement très significatives. L'offensive terrestre est donc extrêmement difficile, et cela répond assez bien en écho à ce que disait le Général Zaloujny, l'ancien chef d'État-Major ukrainien, sur le fait que mener des offensives est extrêmement compliqué dans ce conflit, à cause

de la transparence du champ de bataille. Mais il faut souligner, dans le même temps, une perte de contrôle de la mer Noire absolument spectaculaire, une Russie qui est en moins bonne posture dans la mer Noire qu'elle ne l'était avant le conflit.

Poutine s'est ajouté 1000 km² de frontière en plus avec l'OTAN et a perdu le contrôle de la Mer Noire !

Quand on y songe, c'est quand même une performance de la part de Poutine : il s'est ajouté 1000 km de frontière avec l'OTAN et il a perdu le contrôle de la mer Noire ! On peut difficilement faire aussi bien dans une opération de ce type. Enfin, il y a un espace aérien qui est toujours contesté – et cela, en raison des moyens sol-air livrés par les Occidentaux –, mais malgré tout, l'armée de l'air russe n'arrive pas à imposer ce qui, dans les doctrines de l'OTAN ou des pays occidentaux, est ce qu'on doit faire dans les premières 48 heures d'un conflit, c'est-à-dire une domination de l'espace aérien qui soit complète. Enfin, le territoire russe est devenu vulnérable grâce à des moyens de frappe dans la profondeur, soit développés par les Ukrainiens eux-mêmes, soit désormais livrés par des Occidentaux sans caveat sur la portée de ces équipements. Il n'empêche que nous sommes dans un moment critique, et nous avons, comme Européens et Américains, une responsabilité imminente dans ce qui va se passer dans les mois et années qui viennent, ce qui va être tout à fait décisif pour ce conflit.

Je reviens à la défense de l'Europe pour dire que nous devons, dans un contexte stratégique qui est assez radicalement bouleversé, répondre à ce défi. Ce défi, c'est quoi ? C'est celui d'une Russie qui sera hostile dans le futur prévisible, qu'elle soit victorieuse, défaite ou dans un conflit semi-gelé avec l'Ukraine. C'est tout à fait clair, et cela a été parfaitement expliqué dans la première table ronde. Deuxièmement des États-Unis qui, avec ou sans Trump – et je crois qu'il faut vraiment souligner ce point –, ne feront plus de l'Europe leur priorité. Les États-Unis ont aujourd'hui des responsabilités en Asie-Pacifique qu'ils estiment prioritaires. Nous n'avons jamais été, pendant l'ensemble de la guerre froide, le théâtre n°2 des Américains, mais c'est désormais la cas : c'est le théâtre de l'Asie Pacifique – de l'Indo-Pacifique, comme ils disent –, qui est déterminant en termes d'allocation de moyens de planification de défense pour les Américains. Et il faut souligner enfin la multiplication d'autres types de risques dans notre voisinage immédiat, qui ne permettent pas de baisser la garde.

Examinons à ce sujet quelques points essentiels. D'abord, la question budgétaire. J'ironisais tout à l'heure sur les difficultés pour parvenir aux 2% d'un certain nombre d'alliés de l'OTAN, mais je dirais que là, il ne faut pas être défaitiste. D'abord, les dépenses militaires qui étaient les nôtres il n'y a pas si longtemps, et à une époque où l'Europe était plutôt prospère, étaient nettement supérieures à 2%. 2% du PIB, ce n'est pas une économie de guerre dans laquelle on vient saisir vos voitures personnelles pour les envoyer au front : c'est un taux de dépenses raisonnable.

Et si on était restés à 2% durant les 15 dernières années, il ne faudrait pas, aujourd'hui, déployer un effort surhumain pour remonter la pente et remettre nos armées en état. Tout cela est possible, certainement exigeant au plan budgétaire, mais possible. Souvent, sur ces questions, on oppose le beurre et les canons, le *welfare* versus *warfare*. On a besoin d'un changement de priorités, certainement, mais pas d'un changement de société.

Ce qui m'amène au point relatif à l'économie de guerre, expression un peu galvaudée me semble-t-il, parce qu'elle a été utilisée avec beaucoup de force par le Président Macron dès juin 2022. Or, je crois qu'on n'y est pas encore, donc je crois qu'il faut faire attention à ce qu'on veut dire par là. Ce qui est certain, c'est qu'il faut effectivement mobiliser nos industries et nos moyens militaires pour qu'ils répondent à des besoins immédiats de l'Ukraine et à des besoins à très court terme de nos armées. Et cela suppose d'y accorder une vraie priorité dans nos politiques publiques, mais cela n'est pas nécessairement non plus quelque chose qui soit hors de portée.

Comment défendre l'Europe sans Etats-Unis ?

Enfin, et là se situe le point le plus compliqué, il s'agit d'évaluer de quelle capacité militaire nous avons besoin, c'est-à-dire, de répondre à la question : « *Comment défendre l'Europe avec moins d'États-Unis, voire pas d'États-Unis ?* ». Et c'est évidemment un défi extraordinairement difficile, parce que ce n'est pas ainsi qu'on a fonctionné depuis septante ans. Qu'est-ce que cela suppose ? Dans le domaine conventionnel, on le rappelait, les chiffres sont plutôt favorables aux armées européennes. Aujourd'hui, sur les 550 avions de combat de dernière génération de l'OTAN en Europe, 500 sont européens. De ce point de vue-là, il n'y a pas à rougir, il n'y a pas de dépendance absolument critique dans le domaine conventionnel, au sens des forces qu'on entend généralement comme les plus classiques dans ce domaine : chars, avions, moyens etc.

La vraie question, c'est la réactivité, c'est-à-dire être capable de réagir très rapidement. Et là, les Européens doivent monter réellement en puissance pour faire face aux crises et répondre, non pas à une agression russe qui ressemblerait au scénario de la troisième guerre mondiale telle qu'on l'imaginait pendant la guerre froide, mais à la tentation d'une pression militaire sur un point précis pour tester la solidité de l'Union européenne et de l'OTAN en poussant ou bousculant un pays balte. C'est là que la question de la réactivité, de la capacité à agir très rapidement est absolument critique. Ce sont aussi des questions très ennuyeuses de logistique, mais qui sont indispensables, et quand j'étais Secrétaire général adjoint pour les investissements de défense et que je rencontrais des ministres de la Défense, je rencontrais assez peu de ministres avec un t-shirt affichant « *J'ai acheté des pièces détachées et des munitions* ». Ils voulaient tous lancer des grands programmes, mais quand il s'agissait des pièces détachées, des munitions et des moyens logistiques, ce n'était jamais la priorité. Or, c'est évidemment une des priorités essentielles dans ce domaine.

Il y a un deuxième point à savoir tous ces outils stratégiques que les États-Unis n'amènent pas seuls, mais où ils amènent le gros morceau, et là il faut vraiment qu'il y ait un effort concerté des Européens.

À l'OTAN, il y a une règle qui n'est pas respectée : dans chaque domaine capacitaire, donc chaque grande capacité, aucun allié ne doit amener seul plus de 50 % des capacités nécessaires. C'est souvent respecté si on parle des chars, des avions de combat ou des choses comme de ce typ. Mais, cela ne l'est pas si l'on parle de l'espace, des moyens de renseignements, des moyens de transports stratégiques, des moyens de ravitaillement en vol, etc.. Ici, il est vraiment nécessaire que les Européens soient capables de mettre ces moyens sur la table, ne serait-ce que pour pouvoir réagir dans un scénario où les États-Unis seraient distraits, moins intéressés ou absents.



Réinventer la dissuasion nucléaire sans les Américains

Abordons enfin la question nucléaire : c'est évidemment la plus compliquée pour les Européens, puisque c'est là que la garantie américaine est la plus essentielle et joue le rôle le plus central dans la relation avec les alliés européens. Une fois qu'on a dit ça, je ne suis pas sûr que la garantie américaine va disparaître, et ce sera sans doute la dernière chose qui disparaîtra de la garantie américaine. Deuxièmement, le débat, tel qu'il est posé, me paraît fortement biaisé : au fond, Français et Britanniques, depuis 1974, se voient reconnaître un rôle « dissuasif propre » – je cite les documents de l'OTAN – au service de la sécurité de l'Alliance atlantique. Cette expression n'a jamais été opérationnalisée ni débattue de manière précise, et peut-être que le moment est venu d'en discuter, premièrement. Et cette question est aussi posée aux États non nucléaires de l'alliance, à commencer par les États à double capacité dont l'Allemagne, les Pays-Bas, la Belgique, l'Italie, qui jouent un rôle dans tout ce dispositif : quel rôle pourraient-ils jouer pour renforcer/consolider la dissuasion nucléaire en Europe ? Il y a donc selon moi une conversation à avoir, qui est de la même ampleur, potentiellement, que la conversation que nous avons eue au début des années soixante quand le territoire américain s'est trouvé vulnérable, qu'il a fallu revisiter avec les Américains les conditions de la dissuasion élargie américaine, et que chacun a apporté ses réponses.

C'est ce que Raymond Aron a appelé « le grand débat », il a écrit un très bon livre à ce sujet, et je pense qu'on est à la veille d'un débat de même nature.

Je termine par quelques considérations institutionnelles. Vous ne m'avez pas entendu prendre parti pour l'Union européenne ou pour l'OTAN dans cette conversation. C'est, honnêtement, en partie par expérience professionnelle : les deux organisations ont d'énormes atouts à mettre sur la table. On est dans un débat où on va en réalité, de mon point de vue, devoir faire deux choses à la fois : avoir une Union européenne plus stratégique, plus intéressée par les questions de défense, et avoir une OTAN plus européenne, parce que c'est dans l'ordre des choses dans le système actuel.

Il y a une inconnue dans le degré d'engagement des États-Unis, mais comme je le disais, tout ne va pas se jouer à pile ou face sur l'élection de Donald Trump : il y a une tendance plus générale, qui est que les États-Unis vont être occupés sur d'autres territoires, moins intéressés par la sécurité de l'Europe, et il faut donc, de mon point de vue, essayer de garder les meilleures relations possibles avec les États-Unis, mais on est dans un dispositif où les États-Unis ne joueront pas le même rôle que dans le passé. Il y a à l'OTAN des savoir-faire qu'il ne faut probablement pas dupliquer en matière de planification de défense : écrire les plans, il y a à l'OTAN 16.000 officiers qui font ça toute la journée, je ne vois donc pas vraiment l'utilité de créer un autre État-major à Bruxelles, un SHAPE européen qui serait chargé de dupliquer tout ça. Il faut savoir comment ce savoir-faire de l'OTAN peut être préservé, même dans une hypothèse où l'engagement américain ne serait pas exactement le même.

OTAN et UE doivent travailler de concert

Il faut trouver le moyen d'associer les Européens qui ne sont pas membres de l'Union européenne. Parce qu'ils sont des acteurs majeurs et parce que, quoi qu'il arrive aux États-Unis, on doit travailler avec les Britanniques, les Norvégiens et les Turcs sur un certain nombre de sujets qui sont du domaine de notre sécurité. Est-ce qu'ils seront tous partants pour le faire ? À voir : il y a une vraie question autour de la Turquie, mais je pense qu'il est nécessaire d'avoir une conversation ouverte, et pas fermée, sur ces questions. Enfin, il faut revoir de manière très fondamentale – et je sais, François, que ça te tient à cœur – la question des relations entre l'Union européenne et l'OTAN. Pour avoir travaillé des deux côtés des organisations à l'époque où j'étais au Quai d'Orsay – j'ai présidé des groupes de travail de l'Union européenne à l'époque où c'était encore les États-membres qui les présidaient –, la réalité des choses est que ces deux organisations ne se connaissent pas du tout, ou très mal. C'est assez effrayant, pour deux organisations qui vivent dans la même ville, que la relation UE-OTAN ait été laissée à trois experts de chaque côté qui sont les gardiens des textes sacrés et des documents agréés et qui veillent à ce qu'il ne se passe rien ! Et enfin, il y a une obsession de la compétition de part et d'autre. Il me semble qu'il y a donc là une responsabilité, pour les 23 États qui sont membres des deux organisations, d'essayer de ne pas reproduire cela dans leur propre bureaucratie d'une part, et d'autre part de s'assurer qu'on puisse travailler de concert pour répondre à l'urgence du moment présent.

En conclusion, selon moi, le fond des choses – pour répondre à la question qui nous était posée –, c'est, pour l'Europe, de renforcer la capacité des Européens à agir pour leur sécurité, quel que soit le cadre institutionnel, quelles que soient les crises auxquelles on doit faire face, et pour ça, il y a énormément de choses à faire, et énormément de possibilités et d'outils. Je ne crois donc pas qu'il s'agisse de créer des outils institutionnels supplémentaires ni des unités supplémentaires : il s'agit, avec ce que nous avons à notre disposition, de faire le nécessaire pour ce que ces outils soient efficaces et adaptés au temps présent.

Merci.

François de Kerchove d'Exaerde :

Merci Camille. Tu nous a amené du terrain opérationnel et capacitaire au terrain politique, tout en soulignant quelque chose d'important, et qui va être encore plus important pour le prochain intervenant, à savoir ce changement d'ère pour l'Union européenne. S'il y a bien quelqu'un qui, depuis des années, travaille de manière conceptuelle sur les conséquences que ce changement d'ère peut avoir sur les questions de défense, c'est le professeur Sven Biscop, que j'invite maintenant à prendre la parole.



SVEN BISCOPE

*Professeur à l'Université de Gand, docteur en sciences politiques,
Directeur du programme l'Europe dans le monde à Egmont
(Institut Royal des Relations Internationales)*

C'est un plaisir de me retrouver sous la direction de François de Kerchove qui était mon premier chef quand j'ai rejoint l'Institut Egmont en 2002 !

Cela fait 25 ans qu'on échoue

A cette heure, certains nous ont quittés, pour prendre un café peut-être, et dans un sens l'état de la politique européenne de défense me fait souvent penser à la machine à café de l'Institut Egmont. C'est une grande machine très impressionnante, très brillante, et très complexe. Un doctorat en sciences politiques ne suffit pas pour comprendre comment elle marche. Comme elle est complexe, elle est facile à bloquer, mais quand ça marche, c'est impressionnant à voir, ça fait du bruit, ça s'agite, et le café n'est pas mauvais. Mais ce qui est intéressant, c'est quand on oublie de mettre des grains de café et qu'on pousse sur le bouton : ça tourne aussi et c'est aussi impressionnant, mais il n'y a pas de café qui sort. C'est un peu cela, malheureusement, la politique commune de sécurité et de défense de l'Union européenne. Les États-membres ne mettent pas de grains de café, mais cela tourne, et tous les gens qui travaillent là-dedans sont très occupés. Ils ont des deadlines, ils sont extrêmement occupés et ça ne produit rien. Cela me fait mal au cœur de le dire, parce que cela fait vingt-cinq ans que je travaille sur le sujet, et aujourd'hui c'est justement le 25ème anniversaire de cette politique, mais finalement, il faut avouer qu'on a échoué, parce que les États-membres ne veulent pas intégrer leurs forces armées. En terme des capacités et d'intégration des capacités, on n'a pas avancé. Je ne vais pas dire qu'il n'y a rien : il y a des opérations, dont certaines sont importantes, notamment celles qu'on vient de lancer dans la Mer Rouge pour protéger notre commerce maritime. Mais sur le plan capacitaire, c'est un échec.

Mais pendant ces 25 ans où on a prétendu faire une politique de défense, il y a eu de grandes évolutions. On en a déjà parlé, la stratégie américaine, notamment, a changé depuis Obama, donc tout n'est pas lié à Trump. Déjà sous Obama, les Américains ont dit que la priorité n°1, désormais, c'était la Chine et l'Asie. Et, pour le dire encore plus concrètement, s'il y a une guerre en même temps en Europe et en Asie, les Américains vont dire « *Chers camarades européens, aucun souci : immédiatement après la victoire contre la Chine, on viendra vous aider, mais jusque-là, veuillez tenir à ligne contre la Russie* ».

Est-ce qu'on en est capables ? Dans une crise, on fait ce qu'on peut. On voit comment l'Ukraine se bat, mais ce sera avec des pertes énormes, cela demandera une improvisation énorme. On prend donc un énorme risque stratégique, parce que si on met toutes les forces armées de tous les États européens ensemble, on n'a pas un paquet de forces armées complet. Il n'y a pas de force package complet, on manque justement des capacités stratégiques. Sans ce plugin américain, on a donc une grande masse, mais dont l'opérationnalité est extrêmement douteuse, et ce n'est plus acceptable. Autrement dit, même si la tentative de l'Union européenne de créer une intégration des forces armées a échoué, elle reste nécessaire. On doit aligner notre effort de défense, pas pour créer une seule armée européenne, mais pour que toutes nos forces armées, ensemble, constituent un *force package* complet.

Ce qui est intéressant, c'est que l'OTAN évolue dans ce sens : le New Force Model qu'on vient de lancer l'été passé, mentionné par Estelle, prévoit 300.000 hommes dans les troupes européennes à nos frontières orientales, dans un état de *readiness* beaucoup plus avancé qu'auparavant. Le message semble donc bien être que la dissuasion et la défense conventionnelle du théâtre européen doivent être assurées en première ligne par nous-mêmes, par les Européens. Sous le parapluie nucléaire américain et français, je le souligne, mais sur le plan conventionnel, on doit le faire nous-mêmes. Mais vu cette grande évolution dans la stratégie américaine, il me semble qu'on doit aller plus loin, et que les alliés européens au sein de l'OTAN doivent, si ce n'est pas possible au sein de l'Union Européenne, aligner leurs efforts de défense pour que nos contributions à l'OTAN, toutes ensemble, créent un paquet de force complet. La situation idéale, pour moi, serait que ces 300.000 Européens n'aient besoin que d'un seul Américain : SACEUR (le commandant suprême des forces alliées en Europe), parce que si le Commandant est américain, les Européens vont lui faire confiance.



Drapeau du « Supreme Allied Commander Europe » (SACEUR)

C'est peut-être un peu dommage, mais c'est la réalité politique, même si en réalité, on n'a besoin d'aucune capacité américaine pour que cette force de 300.000 soit à 100% opérationnelle. Cela demande deux choses:

Premièrement, que les capacités stratégiques qui nous manquent - en plus des objectifs que l'OTAN nous donne déjà - on les mette nous-même sur la table, et que les alliés européens qui veulent y contribuer se concertent pour investir pour les acquérir. Il y a quelques initiatives qui viennent d'être prises, notamment l'initiative pour la défense aérienne Skyshield que le Chancelier Scholz a lancée. On peut discuter pour déterminer quel équipement acheter, mais sur le principe, pour moi, c'est la bonne voie : que les Européens se mettent ensemble dans une coalition ad hoc, qui n'est en soi une initiative ni de l'OTAN ni de l'UE, pour créer une capacité qui, bien que nécessaire, nous manque aujourd'hui. Il y a beaucoup d'autres domaines où l'on pourrait faire la même chose. Dans son discours à la Sorbonne, il y a une semaine, le Président Macron vient d'en mentionner quelques-uns. Eh bien qu'on le fasse maintenant : on dispose d'instruments européens qui ont du potentiel, qui sont simplement sous-utilisés, mais on a un fonds européen de défense qui peut servir à investir dans l'industrie de la défense en soutenant ces initiatives. Il existe aussi une stratégie industrielle gérée par la Commission européenne : qu'on l'utilise, qu'on la concentre sur ces domaines stratégiques au lieu d'éparpiller ces fonds, qui restent quand même limités, sur des dizaines de projets. C'est le premier volet : il nous faut investir très vite pour financer ces capacités stratégiques.

Nous devons constituer une intégration modulaire permanente

Deuxièmement, il faut un changement de mentalité. Nous devons regarder nos forces armées nationales comme les modules d'une force modulaire multinationale. À nouveau, je ne parle pas d'une seule armée européenne, mais d'un paquet de forces multinationales, composé de modules nationaux. Autrement dit, les morceaux d'architecture seront nationaux, mais pourront être intégrés - en permanence, c'est important ! -, dans des grandes formations multinationales. Et en fait, presque toutes les opérations sont multinationales, mais c'est toujours ad hoc : on met ensemble des forces pour une opération spécifique, et après l'opération, la force est dissoute. Ici, je parle de constituer une intégration modulaire permanente.

Prenons la seule brigade motorisée belge. C'est évidemment une splendide brigade composée d'hommes et de femmes très motivés, très professionnels, mais cette brigade n'est pas complète. Il y a des capacités de soutien dont elle manque, comme le « Combat Service Support ». Certaines autres manqueront probablement toujours parce qu'à notre échelle, il est impossible de tout avoir. Or, si cette seule brigade motorisée était intégrée en permanence dans une division française, on pourrait s'organiser au niveau de la division pour que toutes les capacités nécessaires soient assurées. Mais cela demande une intégration permanente, avec des modules basiques qui restent tout à fait nationaux : une brigade belge, mais en permanence intégrée dans une division française. Et on peut imaginer des modules similaires, où les modules ne

seraient pas des brigades, mais des escadrilles d'avions de chasse, des frégates, etc. Certes, cela resterait complexe, difficile à gérer, et cela demanderait une unité politique pour qu'on puisse utiliser ce paquet de force complet, mais c'est tout à fait possible techniquement et cela ne demande aucune nouvelle structure, aucun changement de traité : c'est quelque chose qu'on peut commencer tout de suite si on le veut.



Escadron d'avions à réaction

Mon dernier point prendra la forme d'une question : qu'est-ce qu'on fait des opérations expéditionnaires ? Ici, j'ai parlé surtout de la défense collective de notre territoire, mais il y aura des crises : on le voit bien, la Mer Rouge, tout le Sahel est en crise, et il y aura des crises qui vont demander des interventions militaires. Je ne suis pas interventionniste, pas plus que la Ministre, mais il y aura toujours des situations où la seule alternative est d'intervenir (ou pas) militairement. Et il me semble évident que les États-Unis vont intervenir de moins en moins dans notre voisinage. Cela sera donc à nous de le faire, ou d'organiser un pool de forces disponibles qui puisse le faire. L'Union européenne, dans sa boussole stratégique, a annoncé l'intention de créer un RDC : un « Rapid Deployment Capacity ». L'OTAN veut aussi créer un « Allied Response Force ». Est-ce qu'on a besoin de deux mécanismes ? Est-ce qu'on a les troupes expéditionnaires nécessaires ? Conserver les deux me semble difficile. La RDC, pour le moment, reste malheureusement surtout un concept sur le papier, je n'ai pas l'impression que ce sera une vraie force. En même temps, est-ce que cela a du sens de bloquer toutes nos troupes dans un mécanisme OTAN s'il est organisé d'une telle façon que les troupes qui sont en alerte, en standby, ne puissent être utilisées que pour l'OTAN ? Parce que la réalité, c'est que, depuis le début du siècle, la majorité des opérations de crise ne se sont faites ni sous le drapeau OTAN, ni sous le drapeau UE, mais dans des coalitions ad hoc. Donc, là aussi, on doit prendre nos responsabilités.

Mais pour conclure, et même si j'ai commencé en vous expliquant ma déception, ne vous inquiétez pas : je dors toujours très bien et je reste quand même optimiste, parce que je vois d'autres voies qui nous permettent, nous Européens, de faire ce qui est nécessaire.

Merci.

François de Kerchove d'Exaerde :

Merci Sven. J'étais un peu inquiet puisque j'avais commencé par dire qu'on allait parler d'une nouvelle ère pour l'UE et la Défense, et tu nous racontes qu'on a échoué ! Ceci dit, tu as fortement relativisé par la suite et effectivement, probablement qu'une approche qui se veut un peu plus pragmatique, un peu plus ad hoc, est certainement porteuse de progrès pour cette défense européenne.

Last but not least, on passe maintenant à Alexander Mattelaer, qui lui-même est également un spécialiste travaillant pour l'institut Egmond sur les questions de défense. Alexander a eu cette particularité, c'est qu'il a mené, en publiant d'excellents articles sur le sujet, des réflexions sur ce que Camille nous avait déjà introduit, à savoir la donne nucléaire, qui est quelque chose d'essentiel pour la dissuasion de l'OTAN, pour ce conflit en Ukraine, et dont elle peut se demander le rôle qu'elle joue et pourrait jouer. Je lui laisse la parole pour vous détailler tout cela.



ALEXANDER MATTELAER

*Professeur associé à la VUB, docteur en sciences politiques,
Senior Research Fellow à Egmont (Institut Royal des Relations
Internationales)*

Doit-on se préparer à une guerre nucléaire ?

Mesdames et messieurs, bonjour à tous. C'est un grand plaisir de me retrouver parmi vous.

Doit-on se préparer à une guerre avec la Russie, une guerre potentiellement nucléaire ?

Malheureusement, la menace est bien réelle, mais avec suffisamment d'efforts de dissuasion et de préparation à la défense de notre part, on peut probablement éviter les pires scénarios. Dans mes remarques, je veux tout d'abord élaborer et mettre l'accent sur trois éléments-clé de la menace venant de la Russie, et ensuite me tourner vers les grands défis qui sont devant nous, surtout au niveau belge, pour notre prochain gouvernement, qui devra prendre des décisions.

Mais commençons par la menace, et tout d'abord la menace politique. Je vais faire une brève référence à l'ultimatum diplomatique qui a été envoyé par la Russie en décembre 2021, donc quelques mois avant que l'escalade ait commencé. Dans l'article 4 du Traité que la Russie a proposé à l'OTAN, la Russie demandait de ne plus mettre des forces de l'OTAN au-delà de ce qui était déjà présent avant le NATO Russia Founding Act de 1997. En fait, la Russie souhaitait donc la démilitarisation complète, et même la neutralisation de fait de l'Europe centrale entière : pas juste l'Ukraine, mais aussi la Pologne et des pays baltes etc. Évidemment, cela ne peut pas être acceptable pour les Polonais, ni pour les Baltes, ni pour nous d'ailleurs, mais cela montre qu'il s'agit vraiment d'un conflit de grande profondeur politique.

Deuxièmement, quand l'escalade est arrivée en février 2022, le Kremlin a cherché à plusieurs occasions pour instrumentaliser sa longue ombre nucléaire comme un instrument d'intimidation stratégique. Selon Monsieur Poutine, aujourd'hui, la dissuasion russe protège aussi les territoires qui ont fait l'objet d'une conquête territoriale. Et il faut se poser la question, si on accepte cette stratégie de sanctuarisation agressive russe — ils réclament du territoire, et ensuite ils disent que ce territoire est maintenant protégé par leur arsenal nucléaire qui est très vaste, très diversifié, et qu'on ne peut plus y toucher — : « Où est-ce que cela nous amène ? Comment pourrions-nous défendre notre territoire le moment venu ? ». Il s'agit vraiment d'une question extrêmement grave.

Troisièmement, il y a aussi la menace conventionnelle. Oui, les forces terrestres russes ont déjà souffert des pertes considérables, mais, en même temps, leurs forces aériennes et leur marine sont toujours largement intactes, et la reconstitution des armées russes, y compris la base industrielle pour soutenir cela, a bel et bien commencé. Ce qui veut dire que la menace conventionnelle, dans les années à venir, loin de disparaître, est en fait toujours croissante.

La Belgique, maillon faible au sein de l'OTAN

Heureusement, il y a une réponse à tout cela. En fait, depuis une dizaine d'années, le système de défense collective se reconstruit au sein de l'OTAN et cette reconstruction s'est accélérée les deux dernières années, depuis 2022. L'année dernière, les chefs d'État et de gouvernement ont approuvé de nouveaux plans de défense régionaux. Ils ont aussi réactivé la planification nucléaire, etc. Malheureusement, et je le regrette beaucoup, la Belgique a été largement absente dans ce débat, ce qui fait que, de plus en plus, nous sommes considérés comme un maillon faible au sein de l'Alliance dont on fait partie, et que notre position internationale est en pleine érosion. Il faut être honnête, c'est la réalité d'aujourd'hui. Mais pour mettre fin à cette tendance, il faut que nous jouions à nouveau pleinement notre rôle au sein du nouveau système de défense collective qui s'est construit, et il y a trois grands défis à aborder dans ce contexte-là, qui devraient vraiment figurer à l'agenda du prochain gouvernement.



Nous avons acheté trop peu de F35. Il nous en faut davantage. Et nous n'avons aucun système de défense aérienne

Tout d'abord, il faut rapidement faire croître la Défense belge, ses capacités de combat ainsi que ses capacités de soutien. Aujourd'hui, on manque des capacités nécessaires pour assurer notre part du fardeau dans la défense collective : on a trop peu de forces pour assurer notre poids dans les plans de défense qu'on a approuvés nous-mêmes. On n'a même pas les forces pour protéger notre propre territoire ! C'est vraiment extrêmement grave. Plusieurs investissements sont très urgents. Je pense tout d'abord au besoin d'acquérir des systèmes de défense aérienne, Patriot ou autres : à l'heure actuelle, on n'a rien. On a acheté beaucoup trop peu d'avions F35. Il nous en faut plus dans les années à venir, pour réaliser toutes les tâches qui sont les nôtres. Il faut des munitions pour la frappe en profondeur. Il faut beaucoup plus de puissance de feu pour nos unités de forces terrestres, parce qu'ils ne sont vraiment pas équipés pour une guerre avec la Russie. Il faut oser le dire ! Ce qu'il y a dans le plan STAR, c'est bien, mais c'est tout à fait insuffisant pour la réalité stratégique d'aujourd'hui.

Quand la grande crise avec la Russie arrivera, nous devons avoir des bombes en dessous des ailes de nos avions

Deuxièmement, il faut réapprendre ce que j'appelle le vocabulaire et la logique de la dissuasion. Pourquoi ? Parce que quand la grande crise avec la Russie arrivera, c'est-à-dire un vrai scénario article 5, il est clair que cette crise aura une dimension nucléaire importante, et à ce moment-là, tous nos alliés en Europe centrale vont regarder vers Berlin, Amsterdam et Bruxelles, et ils vont s'attendre à ce que le dispositif nucléaire de l'OTAN, à laquelle nous participons, protège tous les alliés. Nous devons être prêts ce jour-là, car si vient un jour où l'on doit mettre des bombes en-dessous des ailes de nos avions, et que ce jour-là on n'est pas prêts, la dissuasion ne tiendra plus la route, et la grande guerre commencera.

Troisièmement, il ne faut pas uniquement réinvestir dans notre défense, mais il faut aussi réarmer notre politique étrangère et notre diplomatie. Notre politique étrangère doit être prête pour demain, pas pour aujourd'hui. Si on regarde ce qui s'est passé dans les dernières décennies, notre politique étrangère est devenue très normative, et même un peu moraliste : elle s'est quasi entièrement focalisée sur la promotion de l'intégration européenne. Cela fonctionnait bien il y a vingt ans, mais malheureusement ce n'est plus suffisant pour les années et les décennies à venir. Il faut redévelopper notre réseau de postes diplomatiques, il faut renforcer la capacité d'analyse de notre Ministère des Affaires étrangères, il faut redévelopper des instruments pour mener une politique étrangère, et ne plus dire à tous nos diplomates à travers le monde qu'on n'a d'argent pour rien - parce que cela, c'est la situation actuelle pour quasiment tous nos postes à travers le monde.

Je crois que j'ai assez parlé, donc je vais conclure mais je reste disponible pour vos questions.

Merci beaucoup.

François de Kerchove d'Exaerde :

Alexander, merci pour cette intervention qui s'est terminé en philippique, mais il y a des choses qui doivent être dites concernant le développement de la diplomatie belge et des moyens dont elles dispose. La manière avec laquelle le budget des affaires étrangères est systématiquement érodé depuis plus de vingt ans est quelque chose d'inacceptable pour un pays comme la Belgique: on ne peut pas passer son temps à faire plus avec moins de moyens chaque année, des messages doivent passer en cette période électorale, et je te remercie de l'avoir fait.

Vous avez entendu les cinq experts qui se sont exprimés sur la question de la défense européenne, de son articulation avec l'alliance atlantique, des questions d'autonomie stratégique de l'Europe et singulièrement des questions capacitaires, ce qui nous a amenés aussi à développer les questions de l'industrie de la Défense. C'est évidemment un tableau assez large que nos experts ont développé aujourd'hui. C'est le moment de poser vos questions en étant brefs et en restant dans le domaine !

CONCLUSIONS



GEORGES-LOUIS BOUCHEZ

Député fédéral, avocat, président du Mouvement Réformateur

Bonsoir à tous et à toutes. Je voudrais tout d'abord remercier l'ensemble des intervenants de la journée. L'ensemble des débats a été enregistré, parce que je crois que quand on a des intervenants d'une telle qualité, c'est important de pouvoir synthétiser ensuite leurs interventions pour pouvoir faire un bon usage de ces dernières. Et si certains d'entre vous souhaitent pouvoir recueillir ces informations, vous pouvez bien évidemment le demander, et on fera suivre.

L'autonomie stratégique

J'ai été tenu informé des débats tout au long de la journée. Je pense qu'à travers cette question, au départ, sur le risque d'une guerre entre l'Union européenne et la Russie, c'est véritablement la question de l'autonomie stratégique de l'Europe qui se pose. Et l'autonomie stratégique de l'Europe se définit sur trois piliers. Il y a le pilier militaire, j'y reviendrai, il y a le pilier industriel et agricole, et il y a le pilier énergétique. Parce que je ne sais pas si cela a été spécifiquement évoqué, mais aujourd'hui, si l'Union européenne ne retrouve pas une capacité de maîtrise d'un secteur industriel fort, il sera possible de lui faire la guerre sans venir avec le moindre char. Je prends pour exemple les microprocesseurs, et peut-être que les spécialistes autour de la table pourraient également en parler, mais aujourd'hui, on a des composants électroniques dans tous nos systèmes, et également dans les systèmes militaires, or l'Europe est relativement dépourvue, vu le relatif monopole de l'Asie sur cette question.

Il en va de même pour l'enjeu agricole, où l'autonomie alimentaire de l'Europe est également fondamentale : garder la maîtrise de nos terres, garder la maîtrise de notre capacité de production alimentaire est essentiel. Là aussi, le conflit ukrainien l'a démontré, et ce n'est pas par hasard qu'on a vu un acteur comme Erdogan intervenir pour pouvoir faire sortir le blé d'Ukraine : l'agriculture intensive, la capacité d'avoir de hauts rendements, quoi qu'on en dise, cela permet à la fois d'alimenter l'Europe, mais également d'alimenter de nombreuses autres régions du monde, dont par exemple l'Afrique du Nord.

Enfin, la question de l'énergie, qui va être un enjeu majeur, qui l'a toujours été mais qui va prendre une dimension particulière, compte tenu à la fois de l'enjeu climatique, de l'augmentation du nombre d'habitants sur la planète, et de ce besoin permanent d'énergie partout dans le monde. Je sais qu'il est très à la mode de parler de sobriété, et en effet, des économies d'énergie peuvent être faites via des technologies, via une meilleure isolation ; mais globalement, notre bien-être est lié à une consommation abondante d'énergie. Or, nous ne sommes plus les seuls sur la planète à vouloir vivre aisément, et la Chine est à la fois en pointe sur les énergies renouvelables et sur la construction de réacteurs nucléaires, puisque la Chine va construire dans les prochaines années plus de réacteurs nucléaires que ce qu'on a jamais construit partout sur la planète à travers l'histoire ! Voyez également les choix des États-Unis en ce qui concerne le gaz de schiste, par exemple, le pétrole de schiste : des choix qui ont été opérés il y a déjà plus de vingt ans et qui ont amené les États-Unis à passer de pays qui importe du gaz à pays qui exporte du gaz.



Refaire de l'Europe une puissance

Pourquoi ces enjeux sont-ils liés ? Parce que ces trois enjeux – industrie/agriculture, armée et énergie – sont les trois enjeux qui définissent une puissance, et la question qui se pose aujourd'hui, en tout cas à nos yeux, à l'Union européenne, c'est la question de savoir si l'Union européenne veut véritablement être une puissance qui pourra transmettre, convaincre, parfois imposer ses valeurs, ou si l'Union européenne veut, certes en conservant ses grands principes, être un spectateur du duopole mondial entre les États-Unis et la Chine, duopole dans lequel la Russie essaie également de jouer un rôle.

Je pense que les derniers événements, que ce soit ce qui se passe en Ukraine ou au Proche-Orient, mais aussi les mouvements de population en Afrique, illustrent à quel point l'Europe ne cesse de perdre de l'influence à travers le monde. On pourrait se dire que ce n'est pas si grave, mais avoir des valeurs sans capacité d'influence, c'est peut-être avoir une bonne morale et une bonne conscience, mais c'est en tout cas faire très peu d'honneur à ces valeurs puisqu'on est alors dans l'incapacité de pouvoir les diffuser à travers le monde.

Nous avons l'impression que les autres nous regardent, mais en réalité, ils nous regardent de moins en moins

C'est un enjeu pour l'Europe, mais c'est aussi un enjeu pour le reste du monde. Nous avons souvent l'idée que les autres nous regardent, mais en réalité, ils nous regardent de moins en moins. Des experts français se sont exprimés tout au long de la journée, et je crois qu'on pourrait faire un colloque sur la place de la France aujourd'hui en Afrique, et la défiance de toute une série de populations en Afrique, particulièrement à l'égard de la France, mais envers l'Europe en général. Ce à quoi il faut ajouter la capacité majeure qu'a la Russie aujourd'hui de tenter, avec succès dans de nombreux cas, de rallier ce qu'on appelle les non-alignés, ce qui lui confère une influence politique directe, car on pourrait se demander quel est l'enjeu de connaître l'état d'esprit de la population à Bamako, quel est l'enjeu de savoir finalement si l'Afrique centrale bascule plutôt vers la Russie, la Chine où l'Union européenne. Or, cela a des implications très concrètes sur le plan commercial, sur le plan économique, mais aussi par exemple tout simplement sur le plan des votes à l'Assemblée générale des Nations Unies, puisque vous le savez, nous avons beaucoup d'organismes, d'ASBL en tous genres dans notre pays. Je crois qu'on est sur un pourcentage de financement qui est très élevé, peut-être trop élevé – mais ça, ça n'engage que moi –, mais toutes ces structures s'appuient souvent sur des résolutions, par exemple des Nations Unies.

Or, il faut bien avoir conscience qu'aujourd'hui, l'Assemblée générale des Nations Unies, c'est tout sauf un club de grandes démocraties. Vouloir aligner ses positions politiques sur les Nations Unies, qui seraient aux yeux de la population un organe extrêmement vertueux, peut donc aussi constituer un danger en terme de positionnement politique et d'impact que ça peut avoir sur nos populations, parce que quoi que l'on pense, bénéficier d'un soutien populaire pour ces politiques reste essentiel et fondamental. Or, on voit que le soutien à l'Ukraine ne cesse de s'éroder dans notre population, il faut être réaliste par rapport à cela. Il suffit de reprendre les déclarations d'Emmanuel Macron et de ne pas exclure la possibilité d'envoyer des troupes au sol, parce que si vous dites déjà maintenant que vous n'êtes pas prêt à mener le combat, vous donnez déjà un avantage à votre adversaire. Et vous avez constaté également à quel point le Rassemblement National, par exemple, exploite cette déclaration pour pouvoir gagner quelques voix sur le plan des élections européennes.

Ca reflète un élément majeur et un problème conséquent en Europe, c'est ce que j'ai appelé le syndrome de l'enfant gâté : nous avons un niveau de confort tellement élevé que nous nous empêchons de prendre des risques et parfois de réfléchir. C'est exactement ce que vous évoquiez à l'instant, cette idée selon laquelle il faudrait négocier tout de suite avec la Russie parce que rendez-vous compte : ça facilite les choses sur le plan énergétique, ça facilite les choses sur le plan économique de la gestion de l'inflation, et puis on ne va quand même pas continuer à dépenser de l'argent pour une guerre qui n'est même pas la nôtre ! Ces réflexions-là sont des réflexions extrêmement répandues. Il faudra donc convaincre, avoir du courage par rapport à ces opinions. Je pense que si vous êtes présents dans cette salle, la plupart d'entre vous ont conscience de ces réalités, mais je crois qu'il faut également avoir conscience que cette conception n'est pas majoritaire aujourd'hui, ou en tout cas pas de façon écrasante, et qu'il y a donc un vrai rôle d'explication, de pédagogie à mener en la matière.



Le deuxième théâtre d'opérations dont on parle beaucoup aujourd'hui, c'est bien sûr le Proche-Orient, où là aussi on peut voir des réactions et des attitudes parfois interpellantes - cela sans prendre parti pour un camp ou un autre -, mais quand un grand quotidien belge de référence fait un éditio pour se réjouir de ce qui se passe sur les campus américains, je dois vous dire que je suis assez inquiet quant à la capacité qu'ont les Occidentaux aujourd'hui de dénigrer systématiquement le modèle qui nous a permis d'être une référence mondiale en termes de bien-être et de développement, que ce soit l'espérance de vie, le niveau d'éducation ou le niveau de richesse partagée. Mais la critique systématique de notre modèle libéral, de notre modèle économique capitaliste, c'est également une manière de faire la guerre à l'Occident, parce que lorsque les Occidentaux auront oublié les principes fondamentaux de leur bien-être et de leur succès, ils seront plus fragiles, et je crois que malheureusement, c'est la direction dans laquelle on s'engage aujourd'hui s'il n'y a pas un sursaut.

Nous devons augmenter les budgets militaires des pays membres de l'OTAN à 2% du PIB

Enfin pour conclure et ne pas être trop long, puisque je crois que vous avez déjà été amenés à avoir des échanges sur le sujet, je voudrais simplement vous dire ceci en guise de conclusion. C'est que la position du Mouvement Réformateur n'est pas de constituer une armée européenne, comme certains le disent trop souvent Ça n'aurait aucun sens, parce que ça impliquerait d'unifier l'ensemble de nos politiques des Affaires

étrangères. Nous essayons de les faire converger, mais elles ne sont pas communes : les pays ont des histoires différentes, des intérêts stratégiques différents, et une armée qui ne suit pas une politique des Affaires étrangères unifiée n'a pas de sens. Par contre, nous préconisons la constitution d'un pilier européen au sein de l'OTAN, qui consisterait tout d'abord en une capacité à pouvoir faire converger notre matériel militaire. Il en a été question cet après-midi, nous dépensons plus pour une efficacité inférieure, compte tenu d'une interopérabilité qui est trop souvent impossible. Cela permettrait également de développer des programmes militaires communs, mais aussi de peser politiquement sur la structure. Nous avons clairement délégué, ces septante dernières années, notre sécurité aux États-Unis, puisque plus de 70% du budget de l'OTAN vient des États-Unis. Nous souscrivons donc à l'objectif d'augmenter les budgets militaires des pays membres de l'OTAN à 2% du PIB, comme nous souscrivons à la nécessité d'avoir des programmes militaires européens. C'est un enjeu industriel, c'est donc un enjeu de développement économique, c'est aussi un enjeu de sécurité parce que si nous ne le décidons pas, nous y serons contraints. Le meilleur exemple, c'est que le prochain avion furtif américain de combat, c'est un programme qui aujourd'hui est totalement fermé à n'importe quel autre pays que les États-Unis, ce qui signifie que si les Européens ne réagissent pas - ce qu'ils tentent de faire via le SCAF, même si ça reste très limité - nous serons bien démunis.

Être ami avec un pays, ce n'est pas dépendre de lui, mais être son partenaire

Car il y a un point important. Je suis un atlantiste convaincu, je crois qu'effectivement les États-Unis sont notre meilleur allié, mais notre meilleur allié peut aussi avoir des intérêts différents des nôtres, et je crois que le meilleur moyen d'être ami avec un pays n'est certainement pas d'être dépendant de lui, mais c'est d'être partenaires. Et pour être partenaires, nous devons nous renforcer militairement. Nous devons également faire évoluer la législation sur la défense, qui aujourd'hui consacre le rôle de l'armée en une défense des frontières extérieures de la Belgique. Nous considérons que la défense de sites stratégiques en Belgique - par exemple nos réacteurs nucléaires, les sites LNG, des sites sensibles - doit revenir à l'armée de façon structurée, ce qui justifierait des investissements complémentaires. Même chose dans l'intervention de la Défense lors de certaines catastrophes naturelles ou de certaines situations de crise, parce que si nous augmentons les budgets militaires, il faut également que le service à la population augmente, ce qui permettra de créer l'adhésion bien nécessaire à un tel projet.

Pour conclure, merci une nouvelle fois, merci également aux organisateurs et au Centre Jean Gol, en particulier à Corentin de Salle, qui a vraiment orchestré cela de main de maître avec un très grand succès. Merci à vous pour votre présence, parce que de telles journées n'ont de sens que si on a un public nombreux, intéressé et intéressant. Merci également aux collaborateurs qui ont été présents aujourd'hui et qui ont permis la bonne tenue et la bonne organisation de ce colloque. Il me reste à vous souhaiter une excellente soirée, et une bonne campagne aux quelques candidats que j'ai aperçus dans la salle !

Merci beaucoup !

